L'ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRESIDENTS D'EPCI DU CANTAL



RAPPORT D'ACTIVITÉS

PRESENTÉ PAR

BERNADETTE GINEZ

Secrétaire adjointe de l'AMF 15

APPROUVÉ PAR :

MICHEL BROUSSE

Président de l'AMF 15

AMF15
ASSOCIATION DES MAIRES DU CANTAL ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ

2025-2026

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE P. 4
L'ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRESIDENTS D'EPCI DU CANTAL

DEUXIEME PARTIE P. 27
L'EXERCICE DE NOS MISSIONS

TROISIEME PARTIE P. 65
L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION

QUATRIEME PARTIE P. 69
RAPPORT FINANCIER





PREMIERE PARTIE

L'ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRESIDENTS D'EPCI DU CANTAL

GOUVERNANCE

Créée en 1907, reconnue d'utilité publique en 1933, l'AMF nationale est aux côtés des maires et des présidents d'intercommunalité pour défendre les intérêts des communes et des intercommunalités auprès des pouvoirs publics, et promouvoir une décentralisation conciliant les libertés locales et un aménagement équilibré des territoires.

La commune est d'abord une manière de vivre ensemble avant d'être un échelon administratif et de gestion. Les Français sont attachés à leur Maire et à leur commune.

C'est pourquoi l'AMF agit au quotidien pour une véritable République décentralisée et pour le respect de ses fondements constitutionnels : la libre administration et l'autonomie financière des collectivités.

L'Association des Maires et des Présidents d'EPCI du Cantal a été créée en 1947.

Actuellement, administrée par un Conseil d'Administration et un Bureau élu en date du 29 mai 2026 à l'occasion de l'Assemblée Générale de l'AMF 15.

Le Conseil d'Administration est composé de 32 membres et le bureau de l'AMF 15 de 11 membres et 2 contrôleurs de gestion.



LE RÔLE DE L'AMF 15

NOS OBJECTIFS

MENER UNE ACTION LOCALE

- En facilitant l'exercice du mandat des élus
- En mettant en commun les expériences terrain pour la défense des droits et intérêts des communes et intercommunalités

IMPULSER UN MAILLAGE TERRITORIAL

- En créant des solidarités territoriales
- En favorisant le lien social

S'APPUYER SUR UN RÉSEAU NATIONAL

- En désignant des représentants au sein des commissions départementales, régionales ou nationales
- En s'appuyant sur la force du réseau national de l'AMF

NOS MISSIONS



UNE FORCE DE PROPOSITION ET DE REPRÉSENTATION AUPRÈS DES ÉLUS

- L'AMF 15 est reconnue comme force de proposition, en capacité réelle d'entretenir un dialogue permanent avec les pouvoirs publics.



UNE INFORMATION PERMANENTE ET SYNTHETIQUE

- Le site Internet : https://www.amf15.fr/
- Les newsletters



UNE FONCTION DE CONSEIL, DE FORMATION ET D'AIDE À LA DÉCISION

- En partenariat avec les services de l'AMF nationale, un travail d'expertise permet de délivrer des conseils personnalisés aux maires et aux présidents d'intercommunalité grâce à un suivi et une analyse de l'actualité législative et réglementaire quotidienne.

NOS VALEURS

- PARTAGE D'EXPÉRIENCES
- LIBERTÉS LOCALES
- CONVIVIALITÉ



- PROXIMITÉ
- ÉCHANGES
- PLURALISME

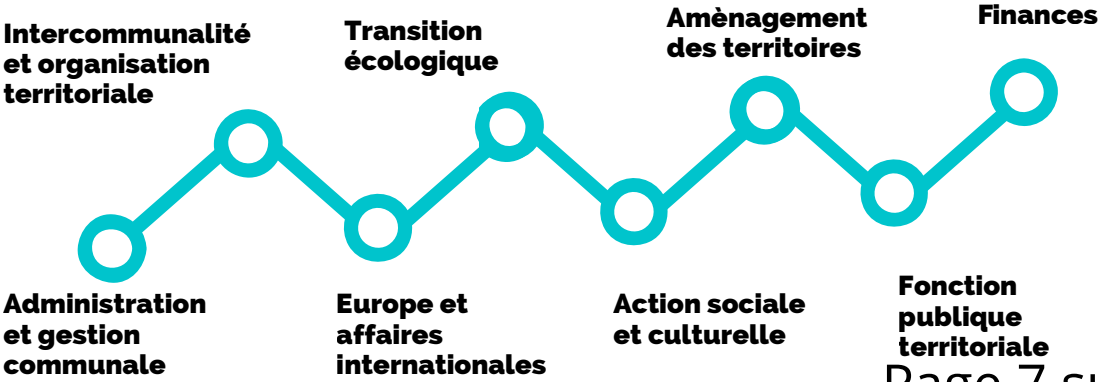
Force de proposition et de représentation, l'AMF 15 intervient comme interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, partout où se joue l'avenir des communes, de leurs groupements et les conditions de leur développement.

> **LA FORCE DE L'AMF 15 C'EST SA REPRÉSENTATIVITÉ DE L'ENSEMBLE DES MAIRES ET PRÉSIDENTS D'EPCI : REPRÉSENTATIVITÉ GÉOGRAPHIQUE, POLITIQUE , DÉMOGRAPHIQUE DE NOS COLLECTIVITÉS**

NOS COMPETENCES

L'AMF 15 propose aux élus :

- un programme de formations adaptées à leur demande et aux différentes compétences des collectivités ;
- un conseil juridique assuré notamment par les équipes spécialisées de l'AMF national ;
- un soutien et une écoute permanente concernant le statut et les responsabilités des élus.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AMF 15

SA COMPOSITION

Le Conseil d'Administration est composé de 30 Membres :

- le Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, les Maires d'Aurillac, Saint Flour, Mauriac ou leurs représentants sont membres de droit
- 18 Maires répartis à raison de 7 Membres pour l'arrondissement d'Aurillac, 6 Membres pour l'arrondissement de Saint-Flour, 5 Membres pour l'arrondissement de Mauriac.
- 8 Membres représentant les Président(e)s de structures intercommunales à raison de :
- 3 Président(e)s des EPCI pour l'arrondissement d'Aurillac (ou leurs représentants) dont 1 pour la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac
- 3 Président(e)s des EPCI pour l'arrondissement de Saint Flour (ou leurs représentants) dont 1 pour la Communauté de communes du Pays de Saint Flour
- 2 Président(e)s des EPCI pour l'arrondissement de Mauriac (ou leurs représentants).

- L'Assemblée Générale élective procède, en son sein, à la désignation de deux contrôleurs de gestion chargés de vérifier annuellement la comptabilité de l'Association. Leur mandat expire lors du renouvellement des conseils municipaux.

ÉLUS EN DATE DU 29 MAI 2026

MEMBRES DE DROIT



PATRICK CASAGRANDE
MAIRE D'AURILLAC



PHILIPPE DELORT
MAIRE DE SAINT FLOUR



SAMUEL LEBEAUX
MAIRE DE MAURIAC



JEAN LUC TOURLAN
MAIRE DE VEZELS ROUSSY
REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ
D'AURILLAC AGGLOMÉRATION

ARRONDISSEMENT AURILLAC



BERNADETTE GINEZ
MAIRE D YTRAC



PATRICK DELORT
MAIRE DE CRANDELLES



MARYLINE MONTEILLET
MAIRE DE LACAPELLE
VIESCAMP



PATRICE FALIES
MAIRE DE FREIX ANGLARDS

ARRONDISSEMENT AURILLAC



CLEMENT ROUET
MAIRE DE LADINHAC



GILLES COMBELLE
MAIRE DE LE ROUGET PERS



CLAUDE PRUNET
MAIRE DE PAILHEROLS

ARRONDISSEMENT SAINT FLOUR



JEAN MAGE
MAIRE DE CONDAT



GILLES CHABRIER
MAIRE DE MURAT



MARINA BESSE
MAIRE DE MENTIERES

ARRONDISSEMENT SAINT FLOUR



MARIE LOUIS
MAIRE DE COREN



FRANCK DE MAGALHES
MAIRE DE FERRIERES SAINT MARY



LOUIS GALTIER
MAIRE DE PIERREFORT

ARRONDISSEMENT MAURIAC



MAIRIE HELENE CHASTRES
MAIRE DE DRUGEAC



SERGE LEYMONIE
MAIRE DE CHALVIGNAC



LOUIS CHAMBON
MAIRE DU FALGOUX

ARRONDISSEMENT MAURIAC



BERNARD ANDRIEUX
MAIRE DE SAINT MARTIN VALMEROUX



LIONEL MONTEIL
MAIRE DU MONTEIL

3 REPRÉSENTANTS DES EPCI DE L'ARRONDISSEMENT D'AURILLAC

DONT 1 POUR AURILLAC AGGLOMERATION



ISABELLE LANTUEJOULS
VICE PRESIDENTE D AURILLAC AGGLOMERATION



ERIC FEVRIER
VICE PRESIDENT DE LA CHATAIGNERAIE CANTALIENNE



NATHALIE ICHARD
CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE DE LA CHATAIGNERAIE CANTALIENNE

3 REPRÉSENTANTS DES EPCI DE L'ARRONDISSEMENT SAINT FLOUR

DONT 1 REPRESENTANT DE SAINT FLOUR COMMUNAUTE



MICHEL BROUSSE
VICE PRESIDENT DE SAINT FLOUR COMMUNAUTE



FLORENCE DELAS
VICE PRESIDENT DE SAINT FLOUR COMMUNAUTE



DIDIER ACHALME
PRESIDENT DE HAUTE TERRES COMMUNAUTE

2 REPRÉSENTANTS DES EPCI DE L'ARRONDISSEMENT MAURIAC



OLIVIER ROCHE
PRESIDENT DU PAYS DE MAURIAC



LOUIS TOTY
PRESIDENT DU PAYS DE GENTIANE

2 CONTROLEURS DE GESTION



PHILIPPE ECHALIER
MAIRE DE REZENTIERES



GERARD PRADAL
MAIRE DE LABROUSSE

LE BUREAU DE L'AMF 15



VICE PRESIDENT
PATRICK CASAGRANDE



VICE PRESIDENT
PHILIPPE DELORT



PRESIDENT
MICHEL BROUSSE



VICE PRESIDENT
SAMUEL LEBEAUX



VICE PRESIDENT
JEAN LUC TOURLAN



SECRETAIRE ADJOINT
BERNADETTE GINEZ



SECRETAIRE ADJOINT
DIDIER ACHALME



SECRETAIRE GENERAL
ERIC FEVRIER



SECRETAIRE ADJOINT
OLIVIER ROCHE



TRESORIER ADJOINT
LOUIS CHAMBON



TRESORIERE
MARINA BESSE

Le Président représente l'Association des Maires dans tous les actes de la vie civile.

- Il convoque, préside et dirige des débats des Assemblées Générales, des réunions du Conseil d'Administration et du Bureau et a voix prépondérante en cas de partage.
- Il assure l'exécution des décisions arrêtées par les différentes structures de l'Association.
- Il ordonne et exécute les dépenses.
- En cas d'empêchement, il est remplacé par le Secrétaire Général, un Vice-Président ou par un autre membre du Bureau.

Le Secrétaire Général est chargé de l'organisation des travaux de l'Association, des réunions et de leur compte-rendu. Il présente le rapport d'activités lors de l'Assemblée Générale.

Le trésorier assure le suivi des recettes et des dépenses de l'Association. Il assure le recouvrement des cotisations. Il présente tous les ans à l'Assemblée Générale les comptes de résultat et la situation financière de l'Association.

ELECTIONS MUNICIPALES

2026-2032

LES CHIFFRES CLES

250
COMMUNES

9
EPCI

TAUX DE RENOUVELLEMENT

39.60%

LES MAIRES CANTALIENS EN 2026

204
HOMMES



45
FEMMES



LES EPCI EN 2026

9
PRÉSIDENTS

AGE DES MAIRES

27 ANS → **83** ANS

ACTIFS

62 %
dont 32 % d'agriculteurs

RETRAITÉS

38 %

CHIFFRES CLES



100 % ADHESION



100 % ADHESION

LA VIE DE NOS INSTANCES

L'Association des Maires et des Présidents d'EPCI du Cantal constitue un réseau soudé avec 100 % des communes adhérentes et des EPCI.

La représentation de tous au sein des instances de l'AMF 15 permet incontestablement de pouvoir travailler efficacement dans un esprit de solidarité et de co construction.

ASSEMBLEE GENERALE 2025 P. 15

CONGRES DES MAIRES 2025 P. 20

CALENDRIER DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2025-2026 P. 26





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2025

MOT D'ACCUEIL DE M. DELORT

M. DELORT, Maire de Saint-Flour a introduit l'assemblée Générale 2025 en précisant que :

> **LE RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL EST INDISPENSABLE ET PASSE BEAUCOUP PAR LA COMMUNE**

MOT D'INTRODUCTION DE M. MONTIN

M. MONTIN, Président de l'AMF 15 a adressé des remerciements appuyés à l'ensemble des personnes qui ont oeuvré pour la réalisation de l'assemblée générale 2025 et l organisation du forum de la solidarité



ASSEMBLÉE STATUTAIRE 2025

RAPPORT D'ACTIVITÉS

Mme Valérie CABECAS, Secrétaire générale de l'AMF 15 a fait état devant l'assemblée des Maires du rapport d'activités de l'association retraçant les actions, formations, alerte et prise de positions de l'AMF 15.



Télécharger le rapport d'activités

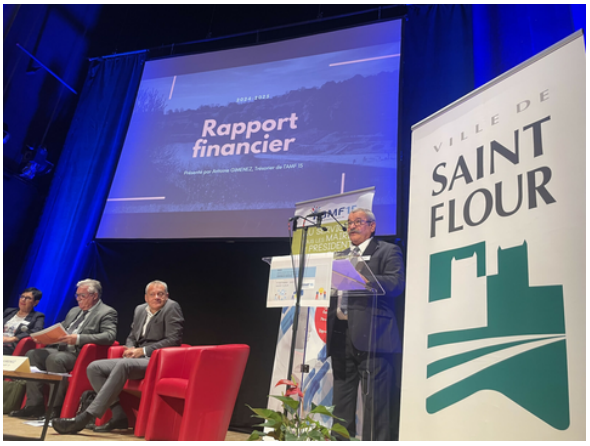
SCAN ME

TÉLÉCHARGER LE SUPPORT DE PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE

RAPPORT FINANCIER

M. Antoine GIMENEZ, Trésorier de l'AMF 15 a présenté les comptes d'exploitation 2024 et le budget prévisionnel 2025.

SCAN ME



RAPPORT D'ORIENTATION

M. Christian MONTIN, Président de l'AMF 15 a présenté le rapport d'orientation 2025 en précisant les actions à venir et les nouveautés pour l'année 2026.

SCAN ME



VOTE DES RAPPORTS

Les Maires et Présidents d'EPCI du Cantal présents à l'Assemblée Générale 2025 ont voté à main levée et à l'unanimité l'ensemble des rapports présentés à cette occasion.

ECHANGES AVEC LES PARLEMENTAIRES ET QUESTIONS-RÉPONSES





ALLOCUTION DE MME GUEUGNEAU EDITH , VICE PRÉSIDENTE DE L'AMF



DISCOURS DE M. FAURE - PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

M. FAURE est intervenu à l'occasion de l'Assemblée Générale de l'AMF15 au nom de la Région Auvergne Rhône Alpes et en tant que Président du Conseil Départemental du Cantal.

> **"LE MANDAT DE MAIRE, C'EST LE MANDAT QUI TIENT À COEUR, QUI PERMET DE CONSTRUIRE DE RÉEL PROJET EN LIEN AVEC LES HABITANTS."**



ALLOCUTION DE M. LE PRÉFET DU CANTAL

M. le Préfet du Cantal, a conclu l'Assemblée Générale de l'AMF 15 en s'adressant aux Maires du Cantal :

CONCLUSION M. LE PRÉFET DU CANTAL





FORUM DE LA SOLIDARITE



77 ASSOCIATIONS ET STRUCTURES

référencés dans le guide de la solidarité

+ de 60

présentent aujourd'hui pour échanger avec les élus cantaliens autour des nombreux dispositifs à mobiliser

INAUGURATION DU FORUM DES SOLIDARITES



OBJECTIFS

- Identifier et valoriser les associations ressources du territoire,
- Renforcer les liens entre élus et structures de solidarité,
- Faciliter l'orientation des habitants en situation de fragilité,
- Favoriser le travail en réseau pour une action plus efficace et cohérente.

6 PILIERS

01 S'ORIENTER
02 SE NOURIR
03 SE LOGER
04 SE SOIGNER
05 S'INSERER
06 PROTEGER







TELECHARGER LE GUIDE DE LA SOLIDARITÉ



CONGRES 2025

« 2025 : POUR LES COMMUNES, LIBERTÉ »

La 107e édition du Congrès des maires et des présidents d'intercommunalité de France, qui s 'est tenu du 18 au 20 novembre 2025 au Paris Expo Porte de Versailles a été un réel succés. À la veille des élections municipales prévues en mars 2026, ce rendez-vous s'est affirmé plus que jamais comme un moment fort.

Le thème retenu pour cette édition est « Pour les communes, liberté ! ». Cette formule exprime à la fois une exigence et un appel : l'exigence de donner aux communes les moyens d'exercer pleinement leurs responsabilités ; l'appel à défendre et à élargir l'espace de liberté indispensable à l'action publique locale, au service des habitants et des territoires.

La liberté des communes, c'est celle d'agir concrètement pour la sécurité et la cohésion sociale, de relever les défis écologiques et de soutenir les familles au plus près des besoins du quotidien. C'est aussi la capacité de bâtir des projets éducatifs, culturels et sportifs, tout en disposant de moyens financiers stables et d'une reconnaissance pleine du rôle des élus locaux, garants d'une démocratie vivante et proche des citoyens.

Au sein de ce Congrès, des forums thématiques pour échanger et partager autour des enjeux du quotidien des collectivités locales ont eu lieu. Plusieurs nouveautés ont également enrichis cette édition : un débat spécifiquement dédié aux élus franciliens, et des formats courts de conférences conçus pour apporter des informations et des conseils pratiques et opérationnels.

Comme chaque année, l'Association des Maires et des Présidents d'EPCI du Cantal s est réjouit également de proposer des temps d'échanges et de convivialité, grâce au soutien de nos partenaires que nous tenons à remercier chaleureusement.

.

RAPPORT D 'ACTIVITÉS 2024-2025 :



SCAN ME

RÉSOLUTION GÉNÉRALE DU 107ÈME CONGRÈS DE L'AMF

“Pour les libertés locales, des principes qui sont des préalables : Pour que s'épanouisse la liberté : la subsidiarité.
La subsidiarité n'est pas un principe juridique parmi d'autres, c'est le fondement même de la LIBERTE locale. Elle signifie qu'une décision doit être prise au niveau le plus proche des citoyens concernés, là où elle est la mieux adaptée aux réalités du terrain. Appliquer ce principe, c'est reconnaître que ruralité et métropoles n'ont pas les mêmes besoins, que les quartiers populaires des villes ne peuvent être gouvernés comme des zones pavillonnaires, que chaque territoire a sa propre histoire, ses propres défis, et donc ses propres réponses. La subsidiarité, c'est l'antidote à l'uniformité stérilisante. C'est la condition pour que la politique de la ville, la transition écologique, la gestion des fonds européens ou la cohésion sociale ne soient pas des slogans creux, mais des réalités vécues. Sans elle, la décentralisation n'est qu'un leurre”



Pour télécharger la Résolution Générale

Discours de clôture de M. LISNARD

ANNONCE DU PREMIER MINISTRE SUR UNE « PRIME RÉGALIENNE » :

UNE RECONNAISSANCE QUI DOIT ÊTRE INTÉGRÉE À UN TRAVAIL SUR LES MOYENS DES COMMUNES

Dès sa prise de fonction, le Premier ministre a indiqué vouloir « une plus juste reconnaissance de l'engagement des maires comme agents de l'Etat ».
Dans son discours de clôture du 107ème Congrès de l'AMF jeudi dernier, il a annoncé que serait attribuée aux maires une « prime régalienne » annuelle de 500 euros, montant qui suscite sur le terrain de nombreuses réactions d'élus.
Si cette reconnaissance est importante sur le principe, sa concrétisation pécuniaire doit être intégrée dans une réflexion plus large sur la valorisation du travail réalisé par les maires et les adjoints. Son montant doit correspondre à la réalité des missions exercées.
Surtout, les alertes, revendications et propositions des Maires de France concernent en premier lieu les moyens attribués aux communes pour les actions à destination des habitants.
L'AMF a ainsi appelé à la fin des prélèvements supplémentaires de l'Etat sur les budgets locaux, tels que les prévoit le projet de loi de finances.
C'est sur cette question des capacités financières comme juridiques des communes et intercommunalités que sont attendues des réponses du gouvernement. L'enjeu est majeur car il porte sur la croissance du pays, la dette publique, et les services de proximité rendus à la population.



UNE DELEGATION CANTALIENNE POUR CE 107ÈME CONGRÉS

Signature de la convention de partenariat avec ENEDIS

- Partenaire privilégié de l'Association des Maires et des Présidents d'EPCI du Cantal, ENEDIS est un acteur incourtournable pour les collectvités. En ce sens, une délégation d'élus a pu participer à la convention de partenariat qui vise à travailler conjointement depuis bine des années.



Echanges sur les stands de nos partenaires priviligiés

Le salon des maires, porte de versailles à Paris, a rassemblé plus de 65 672 visiteurs et 1 380 exposants cette année
L'occasion pour les élus cantaliens de découvrir les dernières nouveautés en matière d'innovation mais également l'occasion de venir à la rencontre d'entreprises cantaliennes et de partenaires privilégiés







REMERCIEMENTS À NOS PARTENAIRES PRIVILÉGIÉS

L'AMF 15 tient à remercier l'ensemble des partenaires, fidèles à l'association, qui permettent de proposer un congrès qualitatif à l'ensemble des élus cantaliens.

REMERCIEMENTS AUX PARTENAIRES DE L AMF 15

UNE CROISIÈRE GOURMANDE ET PÉTILLANTE SUR UNE DES PLUS BELLES AVENUES DU MONDE : LA SEINE !





L'Association des Maires et des Présidents d'EPCI du Cantal tisse des partenariats avec 10 entreprises cantaliennes qui sont un réel soutien au quotidien, facilitant les échanges avec les collectivités, grâce notamment à des interlocuteurs privilégiés.
Comme chaque année, une soirée des partenaires a donc eu lieu le mercredi 20 novembre pour permettre à chacun des partenaires de venir à la rencontre des élus durant un diner croisière, sur la Seine, permettant d'échanger tout en parcourant la magie de Paris illuminé!
Plus de 80 élus et partenaires présents pour cette soirée!!!

VISITES ET ÉCHANGES AVEC LES PARLEMENTAIRES DU CANTAL

La délégation des élus cantaliens a été reçue à l'Assemblée Nationale le jeudi 20 novembre par les quatres Parlementaires du Cantal :Jean Yves BONY, Vincent DESCOEUR, Bernard DELCROS, Stéphane SAUTAREL, pour un temps de découverte et d'échange.
Fabrice PANNEKOUCKE président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et M. Laurent WAUQUIEZ, Conseiller spécial ont également participé à cette rencontre rappelant le rôle de la Région et l'accompagement auprés des collectivités cantaliennes.
M. MONTIN, Président de l'AMF 15 a cloturé ce moment privilégié en soulignant le soutien incontestable des parlementaires cantaliens. En effet, la qualité des relations a eté souligné dans un esprit de solidarité.





PAROLE DONNÉE AUX ÉLUS CANTALIENS



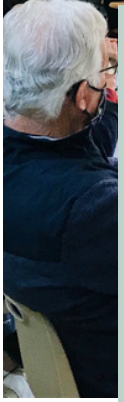


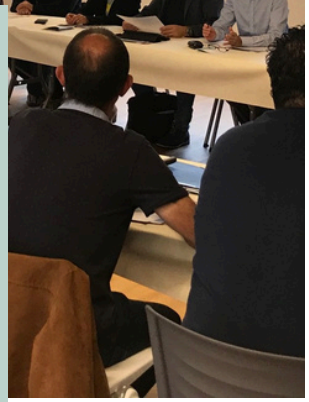












CALENDRIER DES CONSEILS D' ADMINSTRATON

19 DÉCEMBRE 2025

VIC SUR CERE

03 MARS 2026

MURAT

29 MAI 2026

AURILLAC

18 JUIN 2026

AURILLAC

09 SEPTEMBRE 2026

MURAT

Les membres du Conseil d'Administration de l'AMF 15 se réunissent à la demande du Président de l'Association des Maires , après échange avec le bureau restreint de l'AMF 15.

Les dossiers d'actualités sont présentés à cette occasion ainsi qu'un bilan de l'activité de l'association.

Afin que ce temps d'échanges puisse permettre aux élus représentant les trois arrondissements du Cantal, une présentation d'une structure majeure ou personnes ressources de notre territoire introduit chaque conseil d'administration.

Un procés verbal est établi à l'issue de chaque conseil d'adminsitration.

POUR EN SAVOIR +



DEUXIEME PARTIE

L'EXCERCICE DE NOS MISSIONS

UNIS POUR MIEUX SERVIR

L'EXERCICE DE NOS MISSIONS

1. AGIR ENSEMBLE DE MANIERE CONCERTEE
2. FORMER ET INFORMER NOS ADHERENTS
3. DÉFENDRE NOS INTÉRETS
4. ALERTER ET ETRE FORCE DE PROPOSITIONS

AGIR ENSEMBLE DE MANIÈRE CONCERTÉE 1

L'ÉCOLE CANTALIENNE DE DEMAIN P. 30

CONVENTION AVEC LE CDOS (COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF) P. 31

CONVENTION AVEC LA PROTECTION CIVILE P. 31

CONVENTION AVEC L'URSSAF ET LE CPSTI P. 32

CONVENTION AVEC GUID'ASSO – UNE PREMIÈRE À L'ÉCHELLE NATIONALE P. 32

CONVENTION AVEC LA FEDERATION DE PECHE P. 34



L'ÉCOLE CANTALIENNE DE DEMAIN

Un contexte cantalien bâti sur une mobilisation de long terme

Le Cantal n'aborde pas l'expérimentation nationale à froid. Depuis 2014, une convention d'aménagement scolaire cantalien avait permis de construire une offre éducative adaptée à un département rural de moyenne montagne. La carte scolaire 2023, élaborée unilatéralement, a mis fin à cette dynamique — d'où la nécessité, pour l'AMF 15, de reprendre l'initiative dès ce mandat.
En réaction aux suppressions massives de postes (13 en 2024, 12 en 2023, 11 en 2025), l'AMF 15 a co-porté avec l'ensemble du CDEN du Cantal (FSU, UNSA, CGT, FO, FCPE, DDEN, FAL, UDAF) une plateforme unitaire inédite, marquée notamment par le boycott du CDEN du 14 février 2025.

08-04-2025 :protocole d'accord signé ENTRE l AMF et L'EDUCATION NATIONALE

Principes posés par le protocole d'accord

Le premier enjeu consiste à donner à tous les maires une visibilité à trois ans sur les prévisions d'effectifs et de les associer plus étroitement aux mesures d'ajustement de la carte scolaire envisagées par le directeur académique.

Le second enjeu vise l'amélioration de la concertation entre les dasen et les maires sur les autres sujets de collaboration (politique éducative, bâti scolaire, numérique éducatif, climat scolaire…).

La Charte cantalienne : le socle existant
La Charte « Préconisations pour une école de qualité, accessible à tous, évolutive et territorialisée » (2023-2026) a été co-portée par l'AMF 15, le Rectorat de Clermont-Ferrand et le Conseil Départemental. Elle repose sur 4 axes fondateurs :

- Axe 1 — Construire un maillage territorial partagé — principe « pas de commune sans école », temps de trajet ≤ 30 minutes.
- Axe 2 — Définir une gouvernance efficiente — groupes de travail à l'échelle de chacun des 9 EPCI.
- Axe 3 — Coordonner et animer le parcours de l'enfant — passerelles petite enfance/maternelle, lien avec les collèges.
- Axe 4 — Capitaliser et évaluer — indicateurs de suivi (écoles de territoire créées, respect du temps de trajet).

L'EXPÉRIMENTATION NATIONALE DE 2026 : UNE RECONNAISSANCE DU TRAVAIL CANTALIEN

Le 23 avril 2026, le ministre de l'Éducation nationale a désigné 18 départements pilotes pour tester une nouvelle méthode de carte scolaire, dont le Cantal. Ce dispositif consiste à partir d'une projection démographique pluriannuelle co-construite avec les acteurs locaux, avant d'en déduire le schéma d'emploi.
Ce que l'État expérimente en 2026, l'AMF 15 le réclame et le documente depuis 2023. La rencontre avec le nouveau DASEN du Cantal, M. Jérôme Listello, vise à cadrer la méthode de travail dès le départ et à s'assurer que la Charte cantalienne sert de socle à l'expérimentation, sans repartir de zéro.
« Le Cantal expérimente donc, en 2026, une méthode que l'AMF 15 réclame et documente depuis 2023 : c'est un point d'appui, pas un sujet nouveau à découvrir. »

CONVENTION AVEC LE CDOS (COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF)

La convention signée avec le CDOS vise à renforcer la place du sport dans les politiques locales et à mieux identifier le rôle du comité auprès des élus. Le CDOS se positionne désormais comme un référent « sport » pour les communes, capable de les orienter vers les fédérations compétentes, de proposer des formations et d'apporter un appui technique sur des projets variés : équipements sportifs, pratiques sportives, aménagements favorisant l'activité physique au quotidien.



« Le rôle du CDOS n'est pas toujours bien connu des communes. Or, le sport est un enjeu majeur de santé publique, de bien-être et de cohésion sociale, en particulier pour les jeunes. » — Président de l'AMF 15

« Nous voulons être un guichet unique pour les élus, un point d'entrée clair et identifié. Cette convention envoie un signal fort : celui d'un sport accessible à tous, structuré et pleinement intégré aux projets de territoire. » — M. GRANOUILLAC, président du CDOS

CONVENTION AVEC LA PROTECTION CIVILE

Cette signature officialise un partenariat ancien entre l'Association des Maires et la Protection Civile, acteur incontournable de la vie des communes pour la sécurisation des manifestations et l'intervention lors de situations exceptionnelles.
À cette occasion, une nouvelle capacité opérationnelle a été présentée aux élus : une remorque de soutien aux populations permettant d'installer très rapidement un centre d'hébergement d'urgence pour une cinquantaine de personnes, avec lits, literie et kits d'hygiène, disponible pour toutes les communes.



« Ce partenariat va de soi. C'est souvent lorsqu'un service manque que l'on mesure à quel point il est indispensable. » — Président de l'AMF 15

CONVENTION AVEC L'URSSAF ET LE CPSTI

L'AMF 15, l'URSSAF Auvergne et le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) ont signé une convention visant à renforcer l'accompagnement des indépendants en situation de fragilité. Les mairies deviennent ainsi des relais de proximité capables d'orienter les travailleurs indépendants vers les services compétents et d'activer les aides mobilisables. Cette convention vise également à démystifier le rôle de l'URSSAF comme acteur d'accompagnement et de soutien, et pas uniquement de recouvrement.



« L'objectif est simple : ne pas attendre que les situations se dégradent. Plus l'accompagnement intervient tôt, plus les solutions sont efficaces. » — Partenaires signataires

CONVENTION AVEC GUID'ASSO — UNE PREMIÈRE À L'ÉCHELLE NATIONALE

Le 18 décembre 2025, le préfet du Cantal et l'AMF 15 ont signé une convention pionnière autour du dispositif Guid'Asso, instituant un nouveau modèle de coopération au service de l'accompagnement local des associations. Cette convention est inédite à l'échelle nationale : si les communes représentent environ un quart des structures labellisées Guid'Asso dans le pays, c'est la première fois qu'une association de maires s'engage formellement comme relais du dispositif.
Guid'Asso se déploie en région Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2023 pour offrir aux bénévoles, dirigeants et porteurs de projets associatifs un accès simple, gratuit et de proximité à l'information, l'orientation et l'accompagnement nécessaires à leurs initiatives.
Le rôle de l'AMF 15 : faire des mairies des portes d'entrée pour la vie associative
Grâce à cette convention, l'AMF 15 assurera un relais pour sensibiliser et accompagner les 247 communes et 9 intercommunalités du Cantal à rejoindre le réseau Guid'Asso. L'objectif n'est pas d'alourdir le travail des secrétaires de mairie déjà surchargés, mais de mettre à leur disposition des outils leur permettant d'aiguiller plus facilement les associations vers les accompagnateurs compétents.

« Les maires sont très attachés à la vie associative qui concourt de manière irremplaçable à la qualité de vie dans la commune : un pôle de vie, de projets, de relations entre les gens, de lien social... Une commune sans associations, il lui manque beaucoup de choses. Il n'y a pas de domaine de la vie associative qui n'intéresse pas les mairies. » — Christian Montin, maire de Marcolès et Président de l'AMF 15

.

CONVENTION AVEC GUID'ASSO — UNE PREMIÈRE À L'ÉCHELLE NATIONALE

La signature de la convention **"Guid'Asso - Orientation"**, avec l'AMF 15 et la Préfecture du Cantal officialise le **rôle central** des communes dans **l'accompagnement** des associations.

L'objectif est de proposer ***un guichet unique***, via les communes du département, afin que les associations puissent se tourner naturellement vers leurs mairies pour obtenir **des contacts de structures capables de les accompagner**, notamment sur la **création** ou la **modification** de statuts, la **demandes de subventions** et enfin les **obligations administratives et partenariats locaux.**

ENGAGEMENT DE L'AMF 15

- Désigner un ***référent local Guid'Asso***
- Assurer un ***accueil de qualité***
- Orienter vers les ***bons interlocuteurs***
- ***Relayer l'information et les supports départementaux***
- Participer aux **temps d'intégration et échanges** organisés par le réseau
- ***Motiver et accompagner*** les communes dans leurs démarches d'intégration du réseau

ENGAGEMENT DE L'ÉTAT

- Fourniture **d'outils et supports de communication**
- Veille **juridique et informative**
- **Formations et accompagnement** des équipes communales
- Organisation de **rencontres et d'échanges réguliers**
- **Objectifs 2026 :** labelliser l'ensemble des mairies du Cantal en structure « Guid'Asso Orientation » et couvrir l'ensemble du département de lieu d'accompagnement pour les associations.



CONVENTION AVEC LA FEDERATION DE PECHE



Signature de la convention en date du 24 avril 2026

1. Un partenariat au service des communes rurales et de montagne
L'AMF15 porte depuis toujours les valeurs de défense des communes rurales, de solidarité territoriale, de mutualisation et d'accompagnement des élus. La Fédération de pêche, quant à elle, exerce des missions d'intérêt général essentielles : protection des milieux aquatiques, gestion du patrimoine piscicole, éducation à l'environnement.
Nos deux structures sont différentes, mais profondément complémentaires. Nous partageons une conviction : l'eau est un bien commun stratégique pour le Cantal

2. L'eau et les milieux aquatiques : un enjeu majeur pour le Cantal
Le Cantal est un véritable château d'eau naturel, avec un réseau hydrographique parmi les plus denses de France.
Dans un contexte de changement climatique, protéger nos rivières, nos zones humides, nos têtes de bassin versant n'est plus une option. C'est une responsabilité collective.
La Fédération apporte une expertise précieuse :
- avis techniques sur les projets d'aménagement,
- surveillance du domaine piscicole,
- remontées d'informations sur les pollutions,
- accompagnement des collectivités.
- L'AMF15 jouera pleinement son rôle de facilitateur entre les élus et la Fédération.

3. Le tourisme pêche : un levier d'attractivité et d'économie locale
La pêche, permet incontestablement des retombées économiques fortes dans le Cantal. C'est un tourisme quatre saisons, familial, durable, qui fait vivre des hébergements, des commerces, des guides, des territoires entiers.
Avec ce partenariat, nous voulons :
- diversifier l'offre touristique,
- valoriser les parcours d'exception,
- soutenir les acteurs économiques,
- renforcer l'attractivité de nos territoires ruraux.

Le Cantal a tout pour devenir une destination de référence pour la pêche en France.

4. L'éducation à l'environnement : préparer les citoyens de demain
La Fédération mène un travail remarquable auprès des jeunes : animations scolaires, ateliers pêche nature, actions pédagogiques.
Nous voulons amplifier ces initiatives. Transmettre une culture de l'eau, du respect des milieux, des usages, c'est préparer les citoyens de demain.
ue territoriale, au plus près des communes.

FORMER ET INFORMER NOS ADHERENTS 2

DISPOSITIF DES UNVIERSITES DES MAIRES P. 36

STATUT DE L ELU LOCAL P. 37

REGLEMENTATION DES DEBITS DE BOISSONS ET PERMIS D EXPLOITATION P. 38

SECURITE ET POUVOIR DE POLICE DU MAIRE P. 41

STRATEGIE FINANCIERE ET ELABORATION DU BUDGET P. 45

MAIRE EMPLOYEUR P. 46

LES WEBINAIRES DU JEUDI P. 48



LES UNIVERSITES DES MAIRES

Pour faciliter la prise de fonction des nouveaux maires et des équipes municipales issus des scrutins de mars 2026, Mairie 2000 met en place d'avril à décembre 2026, un dispositif d'accueil et d'accompagnement des élus à la gestion communale. La mise en œuvre de ce dispositif met en corrélation compétences locales et nationales aussi bien du point de vue organisationnel que pédagogique.

2026 Universités des maires et présidents d'intercommunalité de France

Objectif
L'objectif affiché de ces Universités des maires est triple :
-> Sensibiliser les élus aux problématiques majeures de début de mandat
-> Inciter fortement les maires à participer aux prochaines séquences de formation organisées par les associations départementales sur leurs territoires respectifs ou par les organismes de formation dans leur offre régionale ou nationale.
-> Conforter le rôle et l'importance de l'AMF et de l'association départementale.

STATUT DE L'ÉLU LOCAL

L'AMF 15 a organisé, le vendredi 29 mai, dans le cadre des Universités des Maires , un atelier consacré au statut de l'élu local présenté par Karine GOULET-NYSSEN- avocate.

I Cadre général
Sources, loi Engagement et Proximité

II Droits dans l'emploi
Autorisations, crédit d'heures, suspension

III Indemnités et frais
Barème, fiscalité, frais de garde

IV Protection sociale
Régime général, retraite, accidents

V Formation
Droit à la formation, DIF élu

VI Déontologie
Charte, HATVP, conflits d'intérêts

VII Responsabilités
Civile, pénale, protection fonctionnelle

VIII Fin de mandat
Allocation différentielle, reconversion



Les obligations déontologiques

La charte de l'élu local, codifiée à l'article L. 1111-13 du CGCT par la loi du 22 décembre 2025, est lue par le Maire à l'ouverture de la première séance du conseil municipal et remise à chaque conseiller. Sept principes la structurent :

- **Dignité, probité et intégrité** dans l'exercice du mandat ; respect des principes de liberté, égalité, fraternité et laïcité.
- **Impartialité** dans les décisions, sans discrimination.
- **Mandat exercé dans l'intérêt général** — non au service d'un intérêt particulier.
- **Prévention et cessation** des conflits d'intérêts ; possibilité de saisir un **référent déontologue** (loi 2025).
- **Réserve** dans l'usage des moyens publics — strictement réservés au service du mandat.
- **Assiduité** aux réunions, et participation active aux travaux du conseil.
- **Engagement** à respecter les lois et règlements en vigueur.

L'allocation différentielle de fin de mandat

Versée à l'ancien élu qui ne retrouve pas immédiatement une activité professionnelle, sous conditions de seuil et de demande.

BÉNÉFICIAIRES

Anciens Maires, Adjoints, Présidents et Vice-présidents d'EPCI ayant cessé toute activité.

CONDITIONS

Inscription à France Travail, avoir exercé pendant au moins un mandat complet, ressources inférieures à l'indemnité perçue.

FINANCEMENT

Fonds national d'allocation des élus, alimenté par les cotisations des collectivités.

12 PREMIERS MOIS

100 %

de la différence entre l'ancienne indemnité et les nouveaux revenus.

12 MOIS SUIVANTS

80 %

de la différence entre l'ancienne indemnité et les nouveaux revenus.

Modifications issues du décret du 15 mai 2026 portant application de la loi du 22 décembre 2025 sur le statut de l'élu local

LA RESPONSABILITE PENALE

PRINCIPE : L'élu local (maire, adjoint, conseiller, président d'EPCI, etc.) est pénalement responsable comme tout citoyen.

Il peut être poursuivi :

- soit sur le fondement des infractions de droit commun (atteintes aux personnes, aux biens, infractions routière etc.)
- soit sur le fondement d'infractions spécifiques aux agents publics/élus (prise illégale d'intérêts, favoritisme, faux en écriture publique, etc.).

Avant la loi n° 2000-647 du 10 juillet 2000, **dite LOI FAUCHON**, toute imprudence ou négligence en lien certain avec un dommage (mort, blessures, etc.) suffisait à engager la responsabilité pénale de son auteur, qu'il ait joué un rôle majeur ou très lointain dans la survenance du dommage.

La loi était destinée à ne plus les exposer à une condamnation pénale pour une faute ordinaire d'imprudence qui aurait causé un dommage corporel à autrui et à ne l'admettre que pour des fautes caractérisées ou d'imprudence consciente intentionnelle.

Accidents dans l'exercice du mandat

Les accidents survenus dans l'exercice des fonctions sont reconnus comme accidents du travail, y compris pour les élus non indemnisés. Trois conséquences pratiques :

100 %
PRISE EN CHARGE
Frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation pris en charge en totalité par la sécurité sociale, sans avance.

0 jour
CARENCE
Indemnités journalières dès le premier jour d'arrêt — pas de délai de carence.

Tous
ÉLUS COUVERTS
Indemnisés ou non — la prise en charge bénéficie à l'ensemble des élus locaux.

L'élu déclare l'accident à la commune dans les 48 heures. La commune effectue ensuite la déclaration auprès de la CPAM dans les 5 jours.

DÉBITS DE BOISSONS : L'UMIH 15 ET L'AMF 15 FORMENT LES ÉLUS — 11 JUIN 2026

Le 11 juin 2026, plus de 100 participants — maires, adjoints, secrétaires de maire— se sont réunis à l'IFPP d'Aurillac pour une journée de formation sur la réglementation du code de la santé publique sur les débits de boissons, organisée conjointement par l'UMIH 15 et l'AMF 15, et animée par un formateur spécialisé, le matin en présentiel et l'après-midi en visio-conférence.



UNE RÉGLEMENTATION COMPLEXE, DES RESPONSABILITÉS ENGAGÉES

Face à une réglementation de plus en plus technique, l'UMIH 15 et l'AMF 15 ont choisi d'agir conjointement pour sensibiliser l'ensemble des élus et agents du territoire.

La mobilisation a été au rendez-vous, avec une participation en présentiel et en visioconférence qui représente plus de 100 personnes.

« Quand une personne est blessée après avoir consommé de l'alcool, on cherche un coupable : le président d'association, le chef d'entreprise ou le maire. Tout le monde prend des risques. On n'est pas là pour faire peur, mais pour rappeler les règles et accompagner les professionnels. » — M. Thierry Perbet, président de l'UMIH Cantal

M. Perbet a rappelé que l'UMIH 15 représente 250 entreprises sur les 600 du secteur dans le Cantal, et que le département figure parmi les plus syndiqués de France. Perdre un artisan ou un commerçant sur le territoire est, à ses yeux, une catastrophe économique et sociale qu'une meilleure maîtrise de la réglementation peut contribuer à éviter.

L'AMF 15 : FORMER LES ÉLUS POUR MIEUX PROTÉGER LES TERRITOIRES

M. Clément Rouet, représentant de l'AMF 15 et directeur de l'Association Habitat Jeunes Cantal, a fortement soutenu cette initiative, soulignant l'enjeu particulier de la période estivale et le rôle central des élus dans la mise en œuvre de la réglementation.

« La question des débits de boissons nous concerne directement, notamment avec l'arrivée des fêtes estivales. Il est important d'avoir une réelle formation sur cet enjeu majeur, que ce soit pour les professionnels à titre permanent ou pour les associations à titre temporaire, afin de permettre une vraie cohésion dans le respect du cadre réglementaire. » — **M. Clément Rouet, AMF 15**

Sur la question des mineurs, M. Rouet a tenu à alerter les élus présents :
« Des jeunes, et je pense notamment aux 16-18 ans, peuvent être enclins à solliciter davantage de boissons que la loi ne le permet. La formation d'aujourd'hui a pour objectif de rappeler les règles qui sont à la fois nécessaires et protectrice pour les maires, mais aussi pour tous les présidents d'associations et les professionnels. »

M. Rouet a également insisté sur l'articulation entre vie associative et débits de boissons permanents, et sur le rôle que peuvent jouer les communes rurales :

« J'encourage chacun à développer sur sa commune un lieu de convivialité permanent. L'AMF 15 peut être présente pour étudier avec vous les différents financements possibles sur ce type de projet. N'hésitez pas à solliciter les élus parlementaires pour tout projet que vous pouvez avoir sur ce besoin. » — M. Clément Rouet, AMF 15

LE MAIRE : DES POUVOIRS RÉELS, UNE RESPONSABILITÉ PÉNALE

Depuis le transfert de la gestion des licences des douanes vers les mairies, les élus locaux se trouvent en première ligne. Ils reçoivent les déclarations d'ouverture, instruisent les demandes de débits temporaires et peuvent fixer les horaires de vente sur leur commune par arrêté.
Si un établissement exerce sans permis d'exploitation à jour, ou si des infractions sont constatées sans que le maire n'ait pris les mesures en son pouvoir, sa responsabilité peut être engagée. « C'est du pénal », rappelle M. Perbet, invitant chaque élu à prendre pleinement conscience de ces enjeux.

L'AMF 15 organisera une prochaine session de formation dédiée aux pouvoirs de police du maire au sens large, le lundi 15 juin à la gendarmerie du Cantal (9h–17h). Les inscriptions sont encore ouvertes. Contactez le secrétariat de l'AMF 15 : Marlène BADUEL : amf15@cantal.fr

LES RÈGLES ESSENTIELLES RAPPELÉES LORS DE LA FORMATION

La journée a permis de revenir sur plusieurs obligations fréquemment méconnues ou mal appliquées :

• Protection des mineurs : la vente ou l'offre d'alcool à un mineur est passible de 7 500 € d'amende. Les mineurs de moins de 16 ans ne peuvent entrer seuls dans un débit de boissons. La distinction entre les groupes d'alcool (bière et vin d'un côté, spiritueux de l'autre) doit être maîtrisée par tout exploitant, même temporaire.

• Permis d'exploitation : formation obligatoire de 3 jours pour tout exploitant souhaitant vendre de l'alcool, renouvelable par une journée de rappel tous les 10 ans. Finançable via le CPF. Ces formations sont organisées dans le Cantal, en présentiel et en visioconférence.

• Déclaration en mairie : toute ouverture, mutation ou translation de licence doit être déclarée 15 jours avant en mairie. Depuis le passage de compétences des douanes vers les communes concernant les licences, c'est désormais le maire qui gère les dossiers des différents débits de boissons.

• Débits temporaires des associations : le nombre d'autorisations est strictement encadré (10 par an maximum pour les associations sportives, 4 pour les manifestations touristiques, 2 pour les manifestations à caractère agricole et 5 pour toute autre association). Toute buvette supplémentaire avec vente d'alcool est illégale.

• Vente à emporter et horaires : le maire peut fixer par arrêté les horaires de vente à emporter sur sa commune. La vente d'alcool après 22h jusqu'à 8 h le matin, requiert un permis spécifique (PVBAN).



SÉCURITÉ ET POUVOIR DE POLICE DU MAIRE

L'Association des Maires du Cantal et des Présidents d'Intercommunalité (AMF 15) a organisé, ce lundi 15 juin 2026, une journée de formation consacrée à la « Sécurité et pouvoir de police du maire ». Cette rencontre a réuni de nombreux élus du département autour de partenaires institutionnels majeurs : la préfecture du Cantal, le groupement de gendarmerie départementale et l'Observatoire SMACL des risques de la vie territoriale.



UNE JOURNÉE PENSÉE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS CONCRETS DES MAIRES

En ouvrant la journée, le Président de l'AMF 15, M. Michel Brousse, a rappelé que le pouvoir de police du maire reste une notion souvent floue pour les élus :

« Tout le monde en parle, on ne sait pas où ça commence, on ne sait pas où ça finit, on ne sait pas comment on le met en œuvre, et une fois qu'on l'a mis en œuvre, on a du mal à savoir quels sont nos moyens pour le faire respecter ».

M. le Président a rappelé les trois objectifs de la journée : mieux connaître le cadre juridique des pouvoirs de police du maire, mieux comprendre les responsabilités civiles et administratives qui en découlent, et mieux identifier les partenaires et dispositifs sur lesquels les élus peuvent s'appuyer pour les exercer.

Le Président a remercié l'ensemble des intervenants mobilisés pour cette journée:
Mme Agathe MAVIER, directrice des sécurités, adjointe à la directrice de cabinet du Préfet du Cantal,
M. Olivier PEYRAUBE, officier adjoint au commandement du groupement de gendarmerie départementale du Cantal
ainsi que M. Luc Brunet, de l'Observatoire SMACL, venu présenter un panorama complet des pouvoirs de police du maire et des responsabilités qui y sont attachées.

UNE DISTINCTION ESSENTIELLE ENTRE POLICE ADMINISTRATIVE ET POLICE JUDICIAIRE

L'intervention de l'Observatoire SMACL a permis de clarifier une distinction fondamentale, et souvent mal comprise par les élus, entre police administrative – à vocation préventive – et police judiciaire – à vocation répressive. Les prérogatives du maire en tant qu'officier de police judiciaire, ainsi que les outils concrets dont il dispose pour faire respecter ses pouvoirs de police (rappel à l'ordre, procès-verbal électronique, amendes administratives, etc.), ont été détaillés.

Les chiffres présentés par l'Observatoire SMACL ont également été soulignés : ils montrent une hausse continue des mises en cause des élus locaux dans le cadre de leurs fonctions. Face à ce constat, le Président de l'AMF 15 a invité les maires à la vigilance et a rappelé l'existence de marchés de prestations juridiques avec des cabinets d'avocats, permettant aux élus d'être accompagnés dans ces situations.

LA PRÉFECTURE, UN PARTENAIRE DE PROXIMITÉ SUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ

Elle a rappelé les 5 priorités identifiées pour le territoire : la sécurité du quotidien, l'acculturation aux risques et la résilience – rappelant que le maire est le premier directeur des opérations de secours sur sa commune –, la sécurité routière, notamment via les intervenants départementaux de sécurité routière (bénévoles formés pouvant intervenir gratuitement auprès de tous les publics), et la lutte contre les violences intrafamiliales et les violences sexuelles, identifiée comme un axe de travail prioritaire pour les prochains mois. Mme MAVIER a invité les maires à solliciter la préfecture pour toute question relative à ces thématiques, mais également sur l'ensemble du volet réglementaire lié aux pouvoirs de police administrative des maires tels que les débits de boisson, la sécurisation des événements, les établissements recevant du public, etc.

Mme Agathe Mavier a également présenté les deux grandes missions du cabinet : tout d'abord, la sécurité, qui recouvre la sécurité routière, la sécurité intérieure (prévention de la délinquance, la sécurité des manifestations et des bâtiments publics), ainsi que la sécurité civile, et enfin, la représentation de l'État et la communication interministérielle (déplacements du préfet, cérémonies, distinctions honorifiques, protocole, communication).



UNE MOBILISATION COLLECTIVE AU SERVICE DES ÉLUS LOCAUX

Avec plus de 60 élus formés aujourd'hui, cette journée illustre la volonté de l'AMF 15 d'accompagner les élus locaux du Cantal pour qu'ils exercent leurs responsabilités en matière de sécurité avec sérénité et efficacité, en s'appuyant sur l'ensemble des partenaires institutionnels du territoire.

M. Michel BROUSSE, Président de l'AMF 15 a remercié l'ensemble des participants et partenaires pour leur mobilisation, en soulignant également que les " Rencontres de l'AMF 15" sont à destination de tous, invitant les élus à participer à la prochaine formation le 3 juillet 2026 à Saint Flour sur le théme des finances et de l élaboration du budget. Le secrétariat de l'AMF 15 reste à entière disposition des élus.









LA GENDARMERIE, UN ANCRAGE TERRITORIAL AU SERVICE DES COMMUNES

M. Olivier Peyraube, a présenté l'organisation de la gendarmerie dans le Cantal : 350 gendarmes, renforcés par 150 gendarmes réservistes issus de la société civile, répartis au sein de 34 unités, dont 28 brigades territoriales ainsi que plusieurs unités spécialisées (unité mobile, protection des familles, etc.).

M. PEYRAUBE a insisté sur l'ADN de la gendarmerie : l'ancrage territorial et la proximité avec les élus, certaines brigades étant situées à moins de vingt minutes des communes qu'elles desservent. Au-delà de son rôle répressif face aux infractions, la gendarmerie développe un travail de prévention et d'anticipation, en coopération étroite avec les collectivités. Plusieurs dispositifs ont été évoqués, présentés l'après-midi sous forme de cinq stands thématiques permettant aux élus de découvrir concrètement l'offre de service de la gendarmerie, avec la possibilité, par la suite, d'organiser des audits de vulnérabilité directement dans les communes et les mairies.

L'APRES MIDI : DES STANDS ET DES DEMONSTRATIONS OPERATIONNELLES, TEMPS FORT DE LA JOURNÉE

Cinq stands thématiques, pilotés par la gendarmerie ont permis aux élus de découvrir concrètement les dispositifs, référents et outils mobilisables en matière de prévention, de sécurité, et de gestion des risques. En déambulant les élus ont pu notamment échanger sur les bonnes pratiques face aux cyber menaces, prendre connaissance des systèmes d'alarmes et surveillances ou bien échanger avec les ISCG afin de détecter les signaux faibles en cas de déviances intrafamiliales.







Deux démonstrations opérationnelles ont également rythmés l'après midi . Le Peloton de Surveillance et d'intervention de la gendarmerie a fait la démonstration d'une opération d'interpellation et la Cellule d'identification criminelle a présenté son camion technique dédiée aux investigations criminelles. Ces démonstrations grandeur nature ont permis aux élus de mesurer concrètement les moyens et le savoir - faire des Gendarmes du Cantal et de dialoguer directement avec les militaires mobilisés pour l'occasion.

STRATEGIE FINANCIERE ET ELABORATION DU BUDGET

L'AMF 15 a organisé, le 03 juillet 2026, dans le cadre des Universités des Maires , un atelier consacré à la stratégie financière et à l'élaboration du budget, animé par M. Luc Alain VERVISCH DIRECTEUR DES ETUDES ET DE LA RECHERCHE à la banque Postale.



“On dit souvent que les finances sont le nerf de la guerre. C’est particulièrement vrai pour nos communes. Derrière chaque projet que nous portons, chaque investissement que nous engageons, chaque service que nous rendons à nos habitants, il y a des choix budgétaires. Le budget n’est pas simplement un document comptable : c’est la traduction concrète de notre projet politique et des priorités que nous avons fixées pour notre territoire.” Michel BROUSSE, Président de l’AMF 15

En partenariat avec la DGFIP, plus de 50 élus ont pu appréhender les rouages du budget communal et repartir avec des ratios permettant de prioriser leurs projets en fonction de leur capacité financière.

MAIRE EMPLOYEUR

Mercredi 23 septembre, l'Association des Maires du Cantal et des Présidents d'Intercommunalité (AMF 15) a
organisé, en partenariat avec Mairie 2000, une matinée d'information consacrée au « Maire employeur ».
Accueillie à la salle municipale de Mauriac et retransmise en visioconférence, la rencontre a réuni plus de 30 élus.



Cette formation s'inscrit dans le cadre des Universités des Maires, un cycle que l'AMF 15 propose
systématiquement en début de mandat pour donner aux élus les clés d'un exercice serein de leurs fonctions.
La mission d'employeur, souvent perçue comme secondaire, engage pourtant pleinement la responsabilité
juridique, humaine et financière du maire.
M. Chambon, Président du Centre de Gestion du Cantal (CDG 15), a ouvert les échanges en rappelant le rôle
de l'établissement : une boîte à outils RH pour les communes, sur des sujets techniques mais avant tout
humains, portés par des agents qui incarnent le premier visage du service public.
Le CDG 15 a ensuite dressé un panorama complet des obligations du maire employeur, articulé en sept points : évaluer et prévenir les risques professionnels, organiser les acteurs de la prévention, assurer le suivi médical des agents, associer la formation spécialisée du CST, saisir le Conseil médical dans les situations prévues par les textes, prendre en charge les conséquences financières de l'absentéisme, et participer au financement de la protection sociale complémentaire. Le CDG 15 a rappelé qu'en tant que chef de l'administration locale, le maire est le supérieur hiérarchique de l'ensemble des personnels, avec pouvoir de nomination, de gestion de carrière, d'attribution des primes et pouvoir disciplinaire — une responsabilité fondamentale de veiller à la sécurité et de protéger la santé physique et mentale des agents placés sous son autorité. Ont également été précisés le déroulement de carrière des fonctionnaires (recrutement, stage, avancements, positions) et les éléments obligatoires de la rémunération (traitement de base indiciaire, supplément familial de traitement, nouvelle bonification indiciaire).

MAIRE EMPLOYEUR

Sur le volet financier, le CDG 15 a présenté les deux dispositifs qu'il négocie pour le compte des communes :
un contrat collectif d'assurance statutaire, confié au duo Relyens/CNP, couvrant les conséquences financières
de l'absentéisme (maintien de rémunération, frais de soins liés aux risques imputables au service) ; et deux
conventions de participation à la protection sociale complémentaire, l'une santé confiée à la MNT depuis le
1er janvier 2026 pour six ans, l'autre prévoyance confiée à Collecteam jusqu'au 31 décembre 2027 — le CDG
15 assurant dans les deux cas la gestion du contrat et l'accompagnement des collectivités.
CNP Assurances a présenté les enjeux financiers de l'absentéisme territorial (coût moyen de 2 388 € par arrêt,
jusqu'à 82 115 € pour les arrêts de longue durée) et un taux national en baisse continue depuis 2022. La MNT
a détaillé la réforme de la protection sociale complémentaire : participation employeur obligatoire depuis
2025 pour la prévoyance (7 € minimum) et depuis 2026 pour la santé (15 € minimum), via convention de participation ou labellisation.
Cette matinée a permis aux élus cantaliens de repartir avec des repères concrets sur leurs obligations et sur
les outils à leur disposition. L'AMF 15 poursuivra ce cycle de formations tout au long du mandat.

LES WEBINAIRES DU JEUDI

Dans un contexte d'évolution constante des politiques publiques et des responsabilités locales, l'AMF 15 propose aux élus un cycle de webinaires thématiques, conçu pour apporter des clés de compréhension concrètes et des outils opérationnels.
D'une durée de 1h30, ces rendez-vous réguliers ont pour objectif de favoriser le partage d'expériences, d'éclairer les enjeux actuels des collectivités et d'accompagner les élus dans l'exercice de leur mandat. Animés par des personnes ressources qualifiées, ces webinaires pourront également, selon les thématiques, être organisés en collaboration avec les services de la Préfecture.
Ces temps d'échange se veulent interactifs, pratiques et au plus près des besoins du terrain.

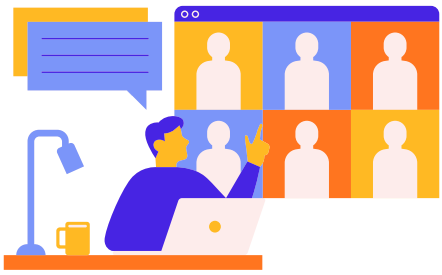
FORMAT COURT ET EFFICACE : 18H00 / 19H30

DES THÉMATIQUES CONCRÈTES ET D'ACTUALITÉ

AVEC DES EXPERTS ET PARTENAIRES TERRAINS

Sous Pilotage **AMF 15** **Préfecture du Cantal**

DES TEMPS D'ÉCHANGE INTÉRACTIFS













DEFENDRE NOS INTERETS

3

LE CONSEIL JURIDIQUE DE L'AMF P. 50-51

- Une équipe pluridisciplinaire au sein de l'AMF
- L'AMF 15 : interlocuteur privilégié des élus

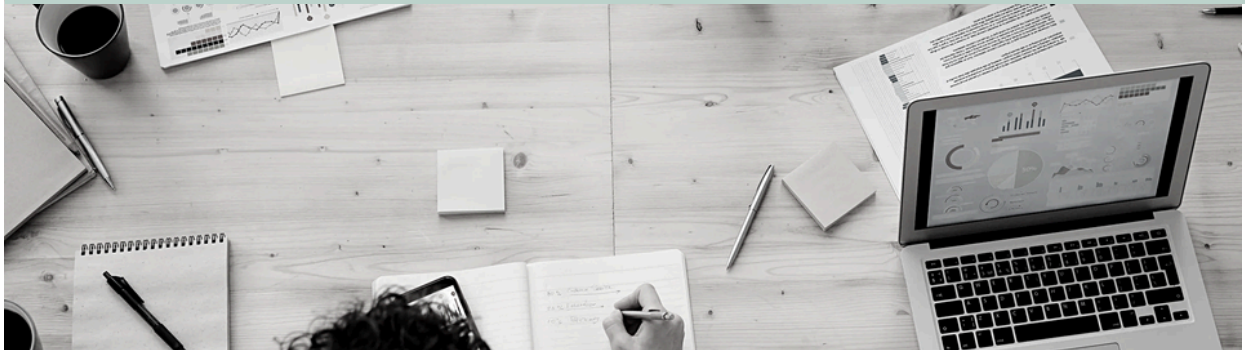
LES DOSSIERS D'ACTUALITES P. 52 -58

- Photovoltaïque au sol et l'agrivoltaïsme
- Protection des captages d'eau - révision de l accord cadre départemental
- Schéma Départemental des Services aux Familles - Pilier Animation de la Vie Sociale
- Le référent déontologue
- Les violences envers les élus
- Fermeture du réseau cuivre



LE CONSEIL JURIDIQUE DE L'AMF

« UNE EQUIPE PLURIDISPLINAIRE AU SEIN DE L'AMF »



Une fonction de conseil, d'information permanente, de formation et d'aide à la décision

Les services de l'AMF exercent un suivi et une analyse de l'actualité législative et réglementaire. Ils effectuent un travail d'expertise permettant de délivrer des conseils personnalisés aux Maires et aux Présidents d'intercommunalité.

L'Association des Maires de France dispose d'une équipe de collaborateurs et de techniciens spécialisés pour répondre aux questions juridiques que les communes et intercommunalités peuvent rencontrer dans leurs gestion quotidienne.



6 DEPARTEMENTS

- Action sociale, éducative, sportive et culturelle
- Administration et gestion communales
- Aménagement des territoires
- Conseil juridique et documentation
- Finances et fiscalité locales
- Intercommunalité et organisation territoriale

8 MISSIONS SPECIALISEES

- Relations avec le Parlement
- Formation des élus
- Prospectives et parité
- Transition écologique
- Europe et affaires internationales
- Prévention des pollutions et des risques technologiques
- Sécurité et prévention de la délinquance
- Fonction publique territoriale

5 SERVICES TRANSVERSAUX

- La direction de l'action territoriale
- La direction des finances et des moyens généraux
- Le service de la communication, de la presse et des partenariats
- La rédaction de Maires de France et de Maire info
- Le service des ressources humaines

L'AMF 15 : INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE DES ELUS

En lien direct avec l'AMF national, les services de la Préfecture, du Conseil Régional d'Auvergne Rhône Alpes et du Conseil Départemental du Cantal, le secrétariat de l'AMF 15 répond à l'ensemble des questions quotidiennes grâce à l'expertise des services et à la proximité du terrain.

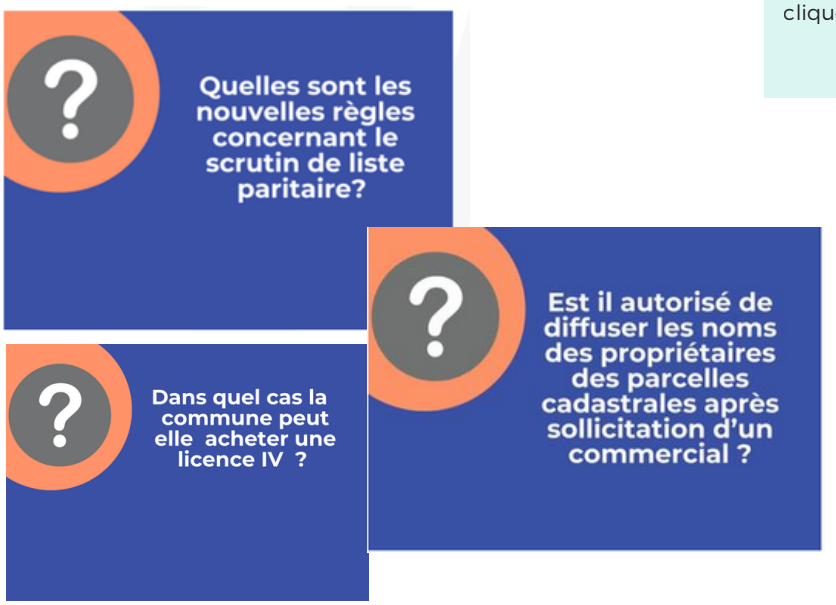
TENDRE VERS UNE CAPITALISATION DES DONNEES

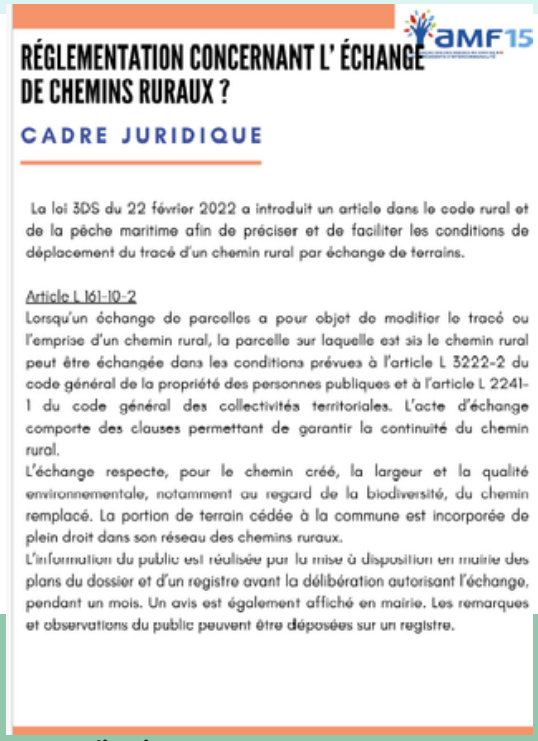
L'Association des Maires et des Présidents d'EPCI du Cantal répond aux questions posées avec la volonté de capitaliser les sujets traités afin que la réponse apportée puisse servir au plus grand nombre.

QUESTIONS . REPONSES

Exemples de questions / réponses synthétique avec précision du cadre juridique et de la procédure à mettre en oeuvre

Pour prendre connaissance de l'ensemble des questions / réponses : cliquez ici





RÉGLEMENTATION CONCERNANT L' ÉCHANGE DE CHEMINS RURAUX ?

CADRE JURIDIQUE

La loi 3DS du 22 février 2022 a introduit un article dans le code rural et de la pêche maritime afin de préciser et de faciliter les conditions de déplacement du tracé d'un chemin rural par échange de terrains.

Article L 161-10-2

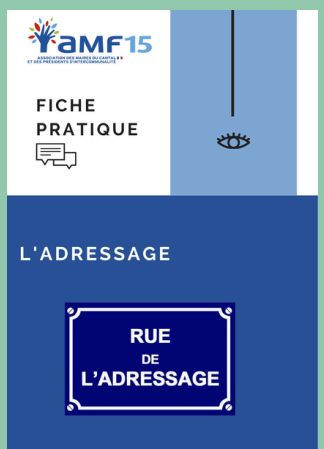
Lorsqu'un échange de parcelles a pour objet de modifier le tracé ou l'emprise d'un chemin rural, la parcelle sur laquelle est sis le chemin rural peut être échangée dans les conditions prévues à l'article L 3222-2 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales. L'acte d'échange comporte des clauses permettant de garantir la continuité du chemin rural.

L'échange respecte, pour le chemin créé, la largeur et la qualité environnementale, notamment au regard de la biodiversité, du chemin remplacé. La portion de terrain cédée à la commune est incorporée de plein droit dans son réseau des chemins ruraux.

L'information du public est réalisée par la mise à disposition en mairie des plans du dossier et d'un registre avant la délibération autorisant l'échange, pendant un mois. Un avis est également affiché en mairie. Les remarques et observations du public peuvent être déposées sur un registre.

FICHES PRATIQUES

Exemples de fiches / pratiques détaillées répondant à un sujet précis avec annotations et explications .









PHOTOVOLTAÏQUE ET AGRIVOLTAÏSME

POINT D'ECHANGES AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE



Photovoltaïque et agrivoltaïsme : contribution de l'AMF15

Face au développement croissant des projets photovoltaïques et agrivoltaïques dans le département, l'AMF15 s'est mobilisée pour accompagner les élus locaux dans la compréhension du nouveau cadre réglementaire issu de la loi relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables (loi APER).

Les travaux menés ont permis d'informer les communes sur les différentes formes d'implantation des installations photovoltaïques et sur leurs incidences en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et de préservation des espaces agricoles. La réglementation distingue désormais plusieurs catégories de projets : le photovoltaïque au sol sur terrains incultes ou non exploités, le photovoltaïque en zone urbaine, les projets agrivoltaïques associant production agricole et production d'énergie, ainsi que les installations sur serres, hangars et ombrières agricoles.

Une attention particulière a été portée à l'agrivoltaïsme, dont l'objectif est de maintenir l'activité agricole comme usage principal des parcelles tout en apportant un service complémentaire à l'exploitation (protection contre les aléas climatiques, amélioration du bien-être animal ou adaptation au changement climatique). Les élus ont également été sensibilisés au rôle des instances consultatives, notamment la CDPENAF, ainsi qu'aux conditions d'autorisation applicables aux différents projets.

L'AMF15 a ainsi contribué à diffuser une information claire et actualisée auprès des collectivités, afin de leur permettre d'appréhender les opportunités offertes par la transition énergétique tout en veillant à la préservation des terres agricoles et des équilibres territoriaux. Cette action s'inscrit dans la volonté de l'association d'accompagner les communes face aux évolutions législatives et réglementaires impactant directement l'exercice de leurs compétences.

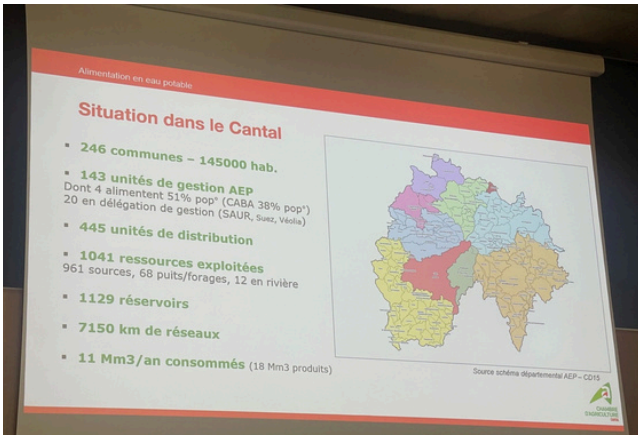
Résultat attendu : une meilleure connaissance par les élus des enjeux liés au photovoltaïque et à l'agrivoltaïsme, favorisant une prise de décision éclairée dans l'instruction et l'accueil des projets sur leur territoire.

PROTECTION DES CAPTAGES D EAU POTABLE

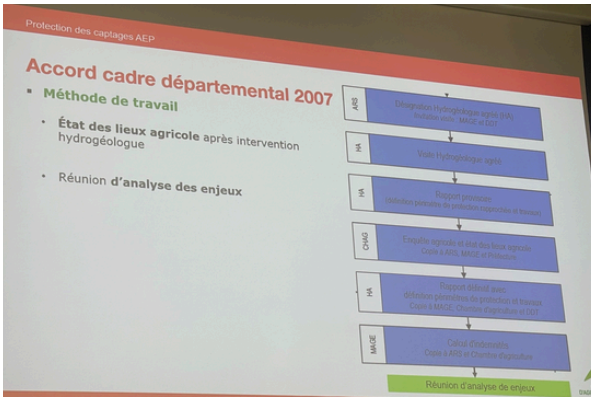
REVISION DE L ACCORD CADRE DEPARTEMENTAL

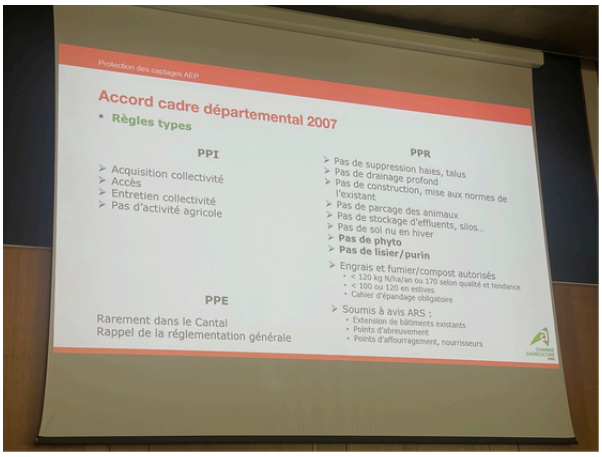
Cette révision, initiée par la Chambre de l'Agriculture, vise à actualiser les règles concernant l'activité agricole dans les périmètres de protection, un enjeu crucial pour la qualité de l'eau et l'équilibre économique des exploitations.





Il a été acté que l'association doit représenter l'intérêt collectif des communes lors des négociations avec la préfecture, la chambre d'agriculture et les autres partenaires. L'objectif est de parvenir à un accord-cadre équilibré qui protège la ressource en eau sans pénaliser excessivement les agriculteurs ni faire exploser le prix de l'eau pour les usagers.





- Le périmètre de protection immédiate (PPI), à l'intérieur duquel se trouve l'ouvrage de prélèvement. Il vise à protéger directement la prise d'eau, il est acquis par la collectivité et clôturé. Toute autre activité autre que celle liée à l'entretien de l'ouvrage y est interdite. Généralement ce PPI a une surface de quelques ares.

- Le périmètre de protection rapprochée (PPR) correspond à une zone de forte sensibilité. Celui-ci a une surface variable (de quelques hectares à plusieurs dizaines d'hectares) en fonction de la ressource. Il vise à protéger le point d'eau d'une pollution diffuse, par infiltration à l'amont de la ressource. A l'intérieur de ce ou ces périmètres, les activités humaines sont réglementées : construction de bâtiments, lotissements, stockage divers (fuel, azote, fumiers, composts, déchets verts, . . .), épandage d'effluents (boues de stations d'épuration, lisiers, fumiers, matières de vidange, . . .). En fonction des enjeux et aléas locaux, d'autres interdictions peuvent être énumérées.

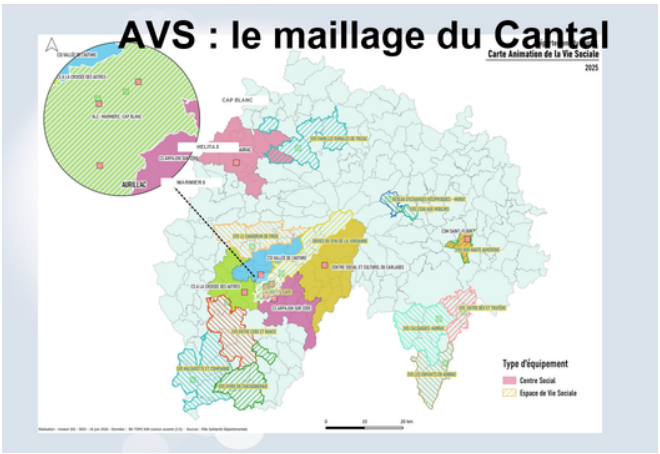
- Le périmètre de protection éloignée (PPE). Il est facultatif, et correspond généralement à la zone d'alimentation du point d'eau, voire à l'ensemble du bassin versant (eau de surface). A l'intérieur de ce périmètre s'applique la réglementation générale. Certaines actions peuvent y être menées de façon prioritaire.

SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES SERVICES AUX FAMILLES (SDSF) – PILIER ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

Le Schéma départemental des services aux familles (SDSF) 2026-2031 est en cours d'élaboration dans le Cantal. Il s'articule autour de quatre piliers : petite enfance, enfance-jeunesse, parentalité, et Animation de la Vie Sociale (AVS). L'AMF 15 assure le pilotage du pilier AVS, aux côtés de la CAF du Cantal, du Conseil départemental, du SDJES et de la Fédération des centres sociaux.
Le diagnostic territorial validé en juin 2026

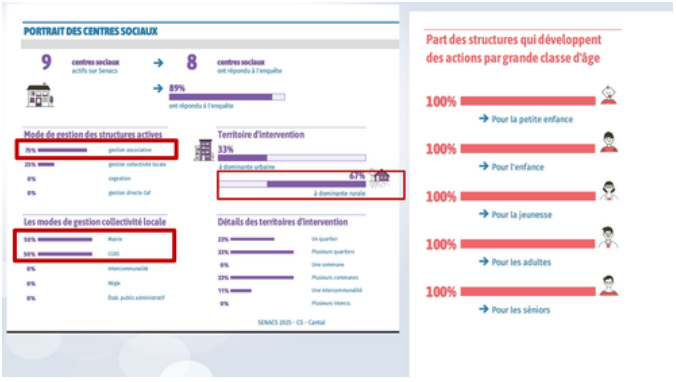
Le 25 juin 2026, le Comité départemental des services aux familles (CDSF), réuni en préfecture, a validé le diagnostic territorial construit autour des quatre piliers. Ce travail de plusieurs mois a permis de dresser un état des lieux partagé et objectif de l'Animation de la Vie Sociale dans le département, en associant très largement les acteurs de terrain.

Ce diagnostic a mis en évidence trois grandes orientations pour le pilier AVS :
- Maintenir la vitalité associative locale, en s'appuyant sur les acteurs existants et le réseau Guid'Asso.
- Conforter les structures existantes et développer des réponses complémentaires sur les territoires non couverts.
- Pérenniser le modèle économique des centres sociaux, en sécurisant durablement leurs financements.



Extrait du diagnostic AVS - juin 2026







Le groupe de travail AVS du 7 septembre 2026

Fort de ce diagnostic acté, l'AMF 15 a organisé et co-animé le groupe de travail AVS-SDSF le 7 septembre 2026 au Conseil départemental du Cantal (salle Roger Besse, Aurillac). La séance a réuni l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs autour d'un objectif clair : transformer les orientations du diagnostic en intitulés de fiches action concrètes pour le plan d'action 2026-2031.

Gérard Pradal, Maire de Labrousse et membre du Conseil d'Administration de l'AMF 15, a introduit la séance au nom de l'AMF 15, aux côtés de M. Bouzat, directeur délégué stratégie et partenariats au Conseil départemental.

Trois tables rondes thématiques ont permis des échanges opérationnels :

● Table ronde 1 — Vitalité associative (animée par le SDJES) : comment renforcer l'accompagnement des bénévoles et porteurs de projets, et préciser la place de Guid'Asso dans cet écosystème.

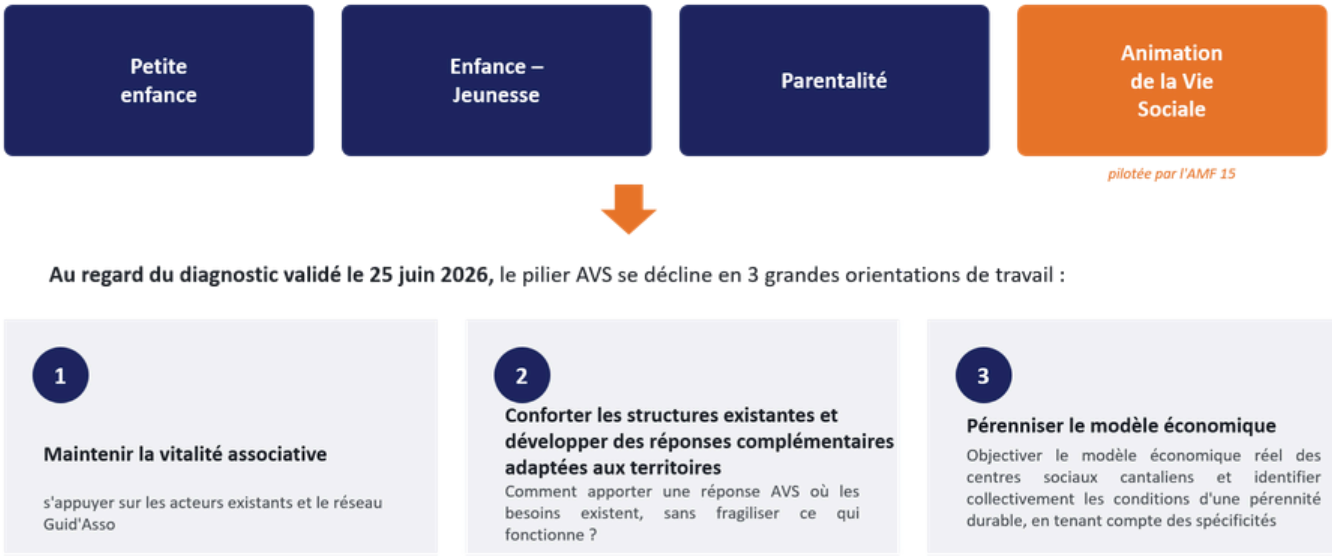
● Table ronde 2 — Structures existantes et territoires non couverts (animée par la CAF du Cantal) : quand conforter, quand créer, comment et avec qui.

● Table ronde 3 — Modèle économique des centres sociaux (animée par la Fédération des centres sociaux) : objectiver les missions sous-financées et mieux partager la responsabilité de financement entre partenaires.

Les intitulés de fiches action issus de ces tables rondes nourriront le plan d'action du SDSF 2026-2031, dont l'adoption est prévue en fin d'année 2026.

« Les centres sociaux, les espaces de vie sociale et le tissu associatif sont, dans nos communes rurales comme dans nos bassins plus urbains, des piliers de cohésion sociale, de lien entre les habitants, et bien souvent le dernier maillon d'accès aux droits et aux services. » — Gérard Pradal, AMF 15, introduction du GT AVS — 7 septembre 2026

Le SDSF et ses 4 piliers — zoom sur l'AVS





RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE

La loi 3DS du 21 février 2022 (article 218) a ouvert à tout élu local le droit de consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la Charte de l'élu local. Le décret du 6 décembre 2022 en précise les modalités : le référent est désigné par délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité.
L'AMF 15 anticipe et facilite la démarche pour toutes les communes
Face à cette obligation nouvelle, souvent méconnue des élus et des secrétaires de mairie, l'AMF 15 a pris les devants en identifiant quatre référents déontologues susceptibles d'accompagner les communes cantaliennes, après examen de leurs compétences et parcours professionnels :

- Mme Chloé MAISONNEUVE : Avocat
- M. Réné PAGIS : Magistrat retraité
- M. Claude DEVEZ : professeur émérite

L'AMF 15 a mis à disposition des communes un modèle de délibération téléchargeable ainsi qu'un questionnaire en ligne permettant de recenser les désignations et de les transmettre directement aux référents concernés. Une fois le formulaire rempli, la commune n'a pas à attendre de confirmation : les référents ont donné leur accord préalable pour être désignés.

Ce que le référent déontologue peut faire pour les élus

Son rôle est avant tout préventif : accompagner les élus pour les prémunir contre les risques juridiques, notamment les situations de conflits d'intérêts susceptibles d'engager leur responsabilité pénale, ou lorsqu'ils sont sollicités par des représentants d'intérêts. Ses avis sont strictement consultatifs et couverts par le secret professionnel.
« Le référent déontologue doit accompagner les élus afin de les prémunir contre les risques juridiques, et en particulier les risques de poursuites pénales, liés aux situations de conflits d'intérêts dans lesquelles ils peuvent se trouver. »— Élise Untermaier-Kerléo, Maîtresse de conférences en droit public

VIOLENCES ENVERS LES ÉLUS

La hausse des actes de violence, d'intimidation et de mise en cause envers les élus locaux constitue un phénomène documenté par l'Observatoire national des élus locaux. L'AMF 15 s'est pleinement emparée de ce sujet, en lien avec les données nationales et avec un questionnaire de recensement mis en place à l'échelle départementale.

L'Association des maires de France est engagée par le biais de son observatoire dans la lutte contre les violences faites aux élus.

Quelle que soit la nature de l'agression, physique, menaces verbales ou insultes, il est indispensable de se protéger, d'appeler les secours, puis de porter systématiquement plainte.

Contacter les secours
En cas de violences physiques, il est impératif de se mettre à l'abri pour se soustraire de la menace.

Il faut ensuite composer le 17 dès que possible afin d'informer la gendarmerie ou le commissariat des faits, en précisant votre statut d'élu.

Déposer plainte
Le dépôt de plainte reste une étape incontournable et doit s'effectuer dans les délais les plus courts possibles.

Il faut se rendre au commissariat ou à la gendarmerie la plus proche pour déposer plainte.

https://medias.amf.asso.fr/upload/images/Icones/lien1.png Des informations peuvent être recueillies en utilisant un outil d'échange en direct avec un policier ou un gendarme à partir du site suivant. Ce mode d'échange fonctionne H24/ 7/7

Faire un signalement auprès de l'Observatoire de lutte contre les violences envers les élus de l'AMF

Apportez votre témoignage


LES FAITS

DATE JJ/MM/AAAA

Autres - précisez le contexte si vous le souhaitez

TYPE D INFRACTION

☐ infractions verbales : injures diffamation et menace verbales à l'encontre de votre personne

☐ infractions écrites : injures diffamation et menace écrites à l'encontre de votre personne ☐ atteintes physiques et violences sur votre personnes

☐ actions contre vos proches ☐ atteintes aux bâtiments communaux, édifices et bâtiments institutionnels ☐ atteintes à vos biens privés et familiaux

☐ Actions ciblant vos réunions

LES CIRCONSTANCES DES FAITS

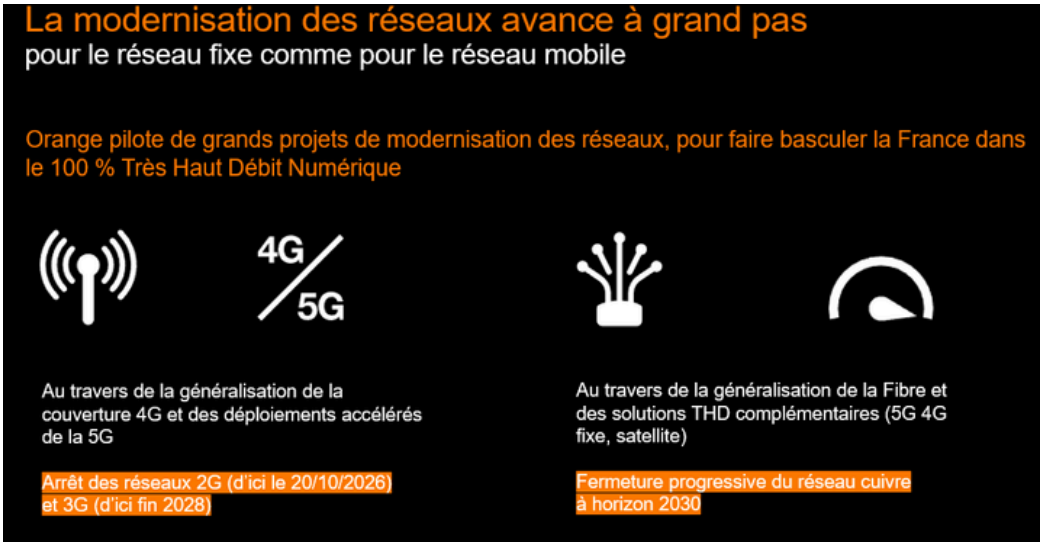
☐ dans le cadre de l administration générale de la collectivité ☐ dans le cadre de l exercice des fonctions ☐ dans le cadre d un déplacement

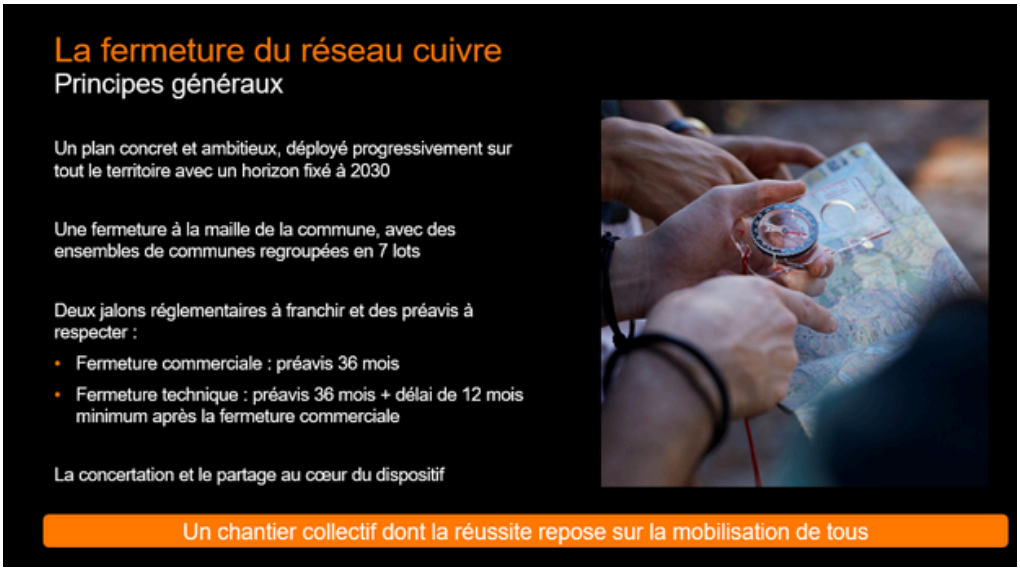
☐ en ligne sur les réseaux ☐ sur mon temps personnel, en dehors de l exercice de mes responsabilités

AUTRES - précisez le contexte si vous le souhaitez

FERMETURE DU RÉSEAU CUIVRE

Présentation en Conseil Administration du 09 septembre 2026 des Services d'Orange afin de présenter la méthodologie de travail et les supports à disposition des élus concernés par la fermeture du réseau cuivre





ALERTER ET ETRE FORCE DE PROPOSITIONS 4

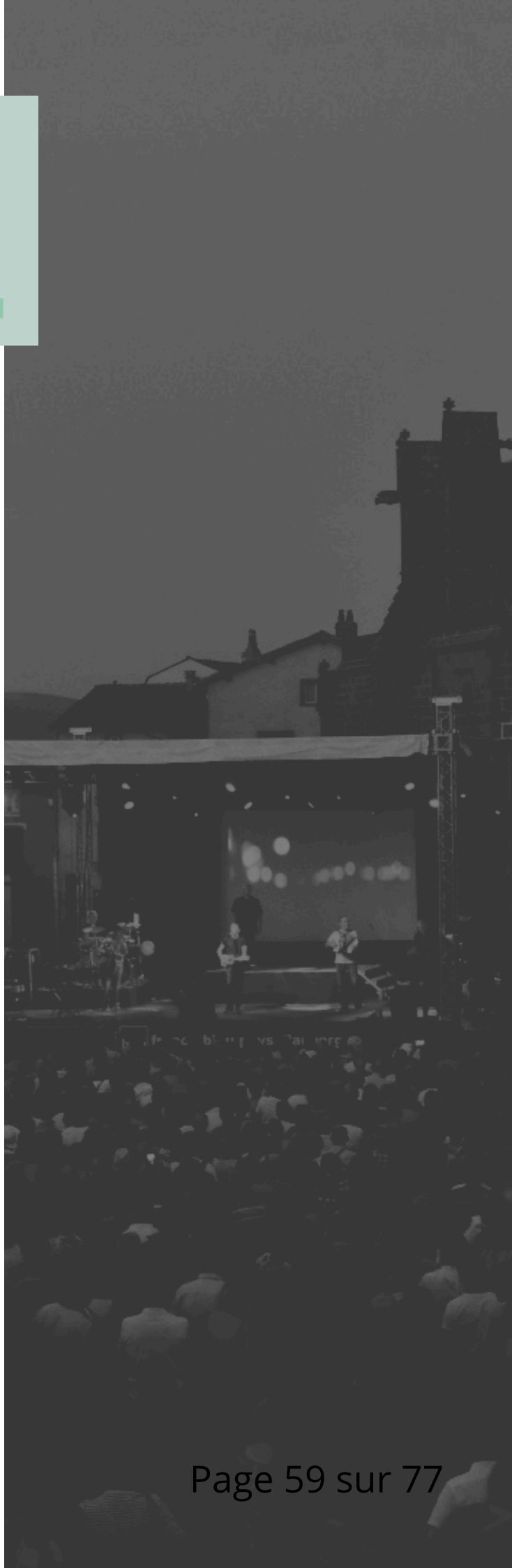
INCENDIES - APPEL A LA SOLIDARITE NATIONALE - ETE 2026 P. 60

SÉCURITÉ : L'AMF ET LA GENDARMERIE NATIONALE RÉAFFIRMENT L'IMPORTANCE DU PARTENARIAT ENTRE LES MAIRES ET LES GENDARMES P. 61

ADOPTION D'UNE MOTION DE SOUTIEN AU MONDE AGRICOLE P. 62

MOTION CONCERNANT LE SOUTIEN AUX MISSIONS LOCALES P. 63

ASSURABILITE DES COLLECTIVITES P. 64



INCENDIES – APPEL À LA SOLIDARITÉ NATIONALE – ÉTÉ 2026

Face aux incendies multiples et d'une intensité historique qui ont touché de nombreux départements durant l'été 2026, des centaines de communes ont vécu une tragédie exceptionnelle. Les conséquences humaines, sanitaires et matérielles, catastrophiques et durables, ont mobilisé l'ensemble du réseau AMF en urgence.

L'AMF 15 a relayé auprès de l'ensemble des communes et intercommunalités du Cantal l'appel à la solidarité lancé par le Président national David Lisnard et le Bureau de l'AMF, notamment en direction des communes sinistrées de Gironde et du Var.

Un élan de solidarité inter-communes

Le Président de l'AMF nationale, David Lisnard, s'est personnellement rendu dans les communes sinistrées du Var et s'est tenu en contact direct avec les maires des territoires les plus touchés, dont le Maire de Lacanau Laurent Peyrondet et le Président de l'Association des Maires de Gironde Bernard Lauret.

« La solidarité entre maires est très forte et l'AMF œuvre pour qu'elle soit la plus utile possible à ceux qui sont confrontés à l'urgence. » — David Lisnard, Président de l'AMF nationale

Le rôle pivot de la Protection Civile — partenaire de l'AMF 15

La Protection Civile, dont l'AMF 15 vient précisément de formaliser le partenariat en janvier 2026, s'est retrouvée en première ligne de cette crise, déployant ses dispositifs de soutien : prise en charge et évacuation des populations, fourniture de biens de première nécessité, mise en place de centres d'hébergement d'urgence.

Les collectivités du Cantal souhaitant contribuer à l'effort de solidarité ont été invitées à effectuer un don par virement bancaire à la Protection Civile nationale (FNPC), conformément au modèle de délibération mis à disposition par l'AMF.

Au-delà de l'aide d'urgence, l'AMF 15 a rappelé que la solidarité auprès des populations sinistrées doit s'inscrire dans la durée, notamment pour accompagner les communes dans les travaux de relogement et de reconstruction.



Les collectivités sont appelées à faire des dons qui seront alloués aux communes touchées pour permettre la continuité de leur fonctionnement, la remise à niveau de leurs équipements, et leur mission d'assistance aux populations.

SÉCURITÉ : L'AMF ET LA GENDARMERIE NATIONALE RÉAFFIRMENT L'IMPORTANCE DU PARTENARIAT ENTRE LES MAIRES ET LES GENDARMES

Le commandant Olivier PEYRAUBE, officier adjoint commandant du groupement de Gendarmerie du Cantal,a présenté l'offre de service de la Gendarmerie à destination des élus locaux pour le prochain mandat à loccasion du Conseil d administration de l AMF 15



==> Actions de proximité au niveau local (brigades)

- Deux passages minimum par mois en mairie pour chaque brigade (contact avec le secrétariat)
- Présence et accompagnement lors des événements organisés par les communes
- Invitation des maires aux bilans annuels des brigades
- Visite des locaux de gendarmerie proposée à chaque maire dans les 2-3 mois suivant les élections

==>Ressources spécialisées au niveau départemental

- Référents sûreté : diagnostic, audit et accompagnement en matière de vidéoprotection et sécurisation des bâtiments (25 communes équipées actuellement ; financement région jusqu'à 80 % + fonds interministériels)
- Référents cyber : sensibilisation aux risques numériques (escroqueries, , faux virements, clés USB piégées, mots de passe, plan de continuité d'activité)
- Référents environnement : dépôts sauvages, pièges photographiques, modèles de rapports de constatation, lettres de mise en demeure
- Maison de protection des familles + travailleurs sociaux : détection des signaux faibles de violences intrafamiliales, sensibilisation des personnels de mairie
- Référents sécurité routière : conseil sur l'aménagement urbain, éclairage, chicanes

==> Outils numériques

- Gendarmerie.fr / application Gens d'élus : porte d'entrée vers toutes les ressources (fiches réflexes, MOOC environnement et cyber, plateforme préplainte, cybermalveillance, signalement harcèlement...)
- Permis cyber en classe de CM2 : intervention ludique sur les bonnes pratiques numériques
- Module d'alerte domicile (enregistrement de l'adresse de l'élu dans la base gendarmerie pour signalement prioritaire)

MOTION - POUR LA DÉFENSE DE L'AGRICULTURE DE NOS TERRITOIRES ET LA SOLIDARITÉ ENVERS LES AGRICULTEURS DU CANTAL

Réunis en conseil d'administration de l'Association des Maires du Cantal, les membres présents souhaitent exprimer leur profonde préoccupation face aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'agriculture locale et, plus largement, sur l'équilibre économique, social et environnemental de nos territoires ruraux.

Sur l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le MERCOSUR

Les Maires du Cantal rappellent leur attachement à une agriculture de proximité, fondée sur des exploitations à taille humaine, respectueuses des normes sanitaires, environnementales et sociales exigeantes qui s'imposent aux agriculteurs français.

À ce titre, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du MERCOSUR suscite de fortes inquiétudes. En ouvrant davantage le marché européen à des productions ne répondant pas aux mêmes exigences, cet accord risque de fragiliser durablement les filières agricoles, en particulier l'élevage, pilier essentiel de l'économie cantalienne.

Les élus locaux estiment que les politiques commerciales internationales ne peuvent se faire au détriment de la souveraineté alimentaire, de la vitalité des campagnes et du revenu des agriculteurs. Ils appellent solennellement les autorités nationales et européennes à renoncer à la ratification de l'accord UE-MERCOSUR et à privilégier des orientations commerciales cohérentes avec les objectifs de transition écologique, de justice sociale et de maintien d'une agriculture vivante sur nos territoires.

SOLIDARITE AVEC LES AGRICULTEURS FACE A LA DERMATOSE NODULAIRE CONTAGIEUSE

L'Association des Maires du Cantal tient également à exprimer son plein soutien et sa solidarité aux agriculteurs durement touchés par la dermatose nodulaire contagieuse, dont la propagation constitue une véritable épreuve humaine, économique et morale.

Au-delà des pertes économiques considérables, cette épidémie plonge de nombreuses exploitations et familles dans une situation de grande détresse. Les élus mesurent pleinement la souffrance engendrée par les abattages, les restrictions sanitaires et l'incertitude quant à l'avenir des élevages.

Les maires du Cantal demandent que tous les moyens nécessaires soient mobilisés par l'État et les autorités compétentes pour endiguer l'épidémie, accompagner les éleveurs concernés, garantir des indemnisations rapides, justes et à la hauteur des préjudices subis, et préparer les conditions d'une reprise durable de l'activité.

Quelque soit la souffrance provoquée par cette situation, l'AMF 15 ne peut que souhaiter que les expressions des uns et des autres sur le développement de l 'épidémie, sur les protocoles de lutte, sur les stratégies d'éradication, se fassent dans le respect des opinions et soient dictées avant tout par une analyse rationnelle et scientifique des protocoles mises en oeuvre.

CONCLUSION:

A travers cette motion, l'Association des Maires du Cantal réaffirme son engagement aux côtés du monde agricole. Elle rappelle que la défense de l'agriculture est indissociable de la défense de nos communes rurales, de l'emploi local, de l'aménagement équilibré du territoire et du lien social.

Les élus du Cantal resteront pleinement mobilisés pour porter la voix de leurs territoires et de leurs agriculteurs auprès des pouvoirs publics.

MOTION DE SOUTIEN AUX MISSIONS LOCALES – 19 DÉCEMBRE 2025

Vu le projet de loi de finances pour 2026 actuellement en cours d'examen,

Vu les alertes formulées par les présidents des Missions Locales du Cantal concernant la baisse annoncée des financements du réseau des Missions Locales, estimée à –13 %, ainsi que la diminution corrélative des crédits dédiés à l'allocation PACEA dédié aux jeunes en démarche active ;

Considérant que les Missions Locales constituent un acteur essentiel de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans, en particulier dans les territoires ruraux ;

Considérant que, dans le département du Cantal, près de 1 900 jeunes sont accompagnés chaque année au sein de 23 lieux d'accueil de proximité, garantissant un accès aux droits et un accompagnement individualisé ;

Considérant que les Missions Locales, présidées par des élus locaux, participent pleinement au développement économique local, à la cohésion sociale et au fonctionnement du service public de l'emploi ;

Considérant que la baisse des financements envisagée pourrait entraîner :
· une dégradation de la qualité de l'accompagnement proposé aux jeunes ;
· une réduction des moyens humains, limitant la capacité d'action partenariale et de coopération territoriale ;
· l'arrêt ou la fragilisation de certaines actions locales ;
· une diminution du nombre de jeunes accompagnés, affectant en priorité les publics les plus en difficulté, notamment en milieu rural ;

Les membres du Conseil d'Administration de l'AMF 15 :

- Affirment leur attachement au maintien d'un service public de proximité en direction des jeunes du Cantal ;
- Expriment leur soutien aux Missions Locales du département dans leurs missions d'accompagnement, d'insertion et de prévention de l'exclusion ;
- Demandent que les impacts territoriaux et sociaux des orientations budgétaires envisagées soient pleinement pris en compte dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2026 ;
- Souhaitent que les moyens nécessaires à l'exercice des missions confiées aux Missions Locales soient préservés afin de garantir la continuité et la qualité de l'accompagnement des jeunes

ASSURABILITE DES COLLECTIVITES

L'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) tire la sonnette d'alarme concernant les difficultés croissantes rencontrées par les collectivités locales pour obtenir une couverture d'assurance.
Certains élus se heurtent à des prestataires d'assurance qui, soit ne répondent pas aux appels d'offres, soit proposent des tarifs exorbitants, rendant la protection contre les risques de dommages insoutenable pour les communes et intercommunalités.
Cette situation inquiétante touche toutes les collectivités, qu'elles soient rurales ou urbaines.

Suite au Roquelaure de l assurabilité des territoires, les principales associations d 'élus locaux se sont engagés à créer les conditions d un meilleuir recours de toutes les collectivités à l'assurance pour qu'aucune collectivité territoriales ne puisse se trouver en situation involontaire de défaut d'assurance.
En ce sens, l'AMF 15 souhaite dresser un bilan au niveau du Cantal, via un questionnaire ci dessous.

FORMULAIRE A REMPLIR

Avez vous eu des difficultés pour assurer votre collectivité ? * ◉ OUI ○ NON

Pouvez vous précisez le nom de votre assureur ? (réponse non obligatoire)

Etes vous satisfait de vos relations avec votre assurance ◉ OUI ○ NON

Avez vous subis des augmentations des cotisations et des franchises dans vos contrats ? * ◉ oui ○ non

Si OUi, est ce que l augmentation est selon vous justifiée ?

Votre collectivité a t elle du au cours du mandat changer d assureur pour cause de résiliation ?

Expression libre sur le sujet de l'assurance des collectivités locales (Apportez votre contribution ou vos questions)



TROISIEME PARTIE

L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION

UNIS POUR MIEUX SERVIR

LES SUPPORTS DE COMMUNICATION DE L'AMF15

LE GUIDE DE LA SOLIDARITÉ

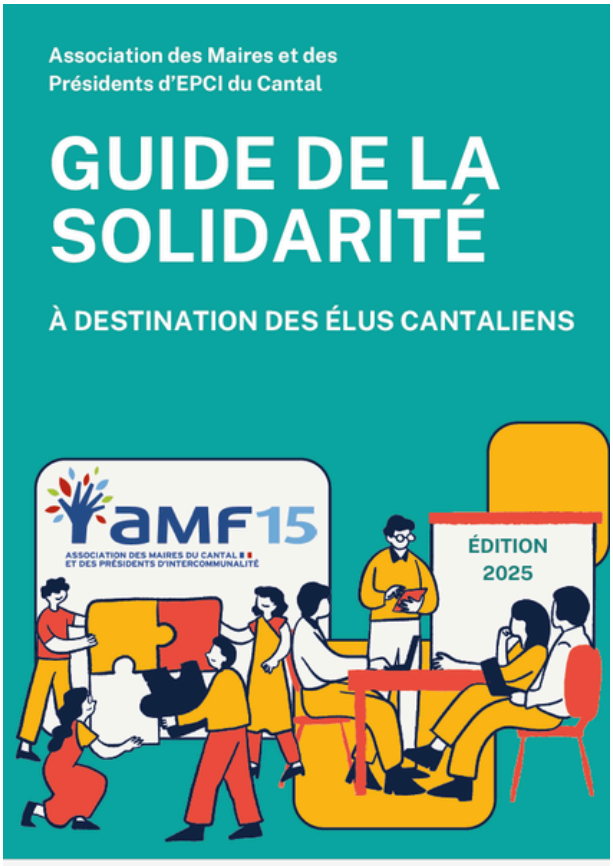
Le Guide de la solidarité a été conçu comme un outil pratique et concret au service des élus cantaliens.
Son objectif est de mettre en lumière la richesse du tissu associatif local et de faciliter l'orientation des publics vers les structures compétentes.

Dans un contexte où les élus, en particulier les maires, sont souvent sollicités comme interlocuteurs de premier recours, il est essentiel qu'ils disposent d'une vision claire des acteurs de terrain capables d'apporter écoute, accompagnement et solutions adaptées.

Le département du Cantal bénéficie d'un réseau associatif dense et engagé, couvrant des champs variés : lutte contre la précarité, insertion sociale et professionnelle, accès aux droits, logement, santé, aide alimentaire, soutien aux personnes vulnérables, etc.

L'association des Maires et des Présidents d'EPCI du Cantal s'est donc appuyé notamment, sur l'association Solinum qui gère " Soliguide", qui est un outil en ligne de recensement de l'offre sociale cantalienne.

Dans chacune des fiches de présentation, au delà de la synthèse, un Qr-code permettra d'en savoir + sur la structure concernée et d'accéder à des informations complémentaires.



Ce guide vise donc à :

- Identifier et valoriser les associations ressources du territoire,
- Renforcer les liens entre élus et structures de solidarité,
- Faciliter l'orientation des habitants en situation de fragilité,
- Favoriser le travail en réseau pour une action plus efficace et cohérente.

LA NEWSLETTER DE L'AMF 15

- Faciliter et sécuriser l'information essentielle à ne pas manquer, tels sont les objectifs de la newsletters de l'AMF 15.
- En effet, le flux d'information grandissant et la généralisation des envois mails impliquent une priorisation et une lecture verticale des données qui ne sont pas toujours possible dans certaines petites communes.
- L'enjeu est donc de simplifier et d'attirer l'attention des élus sur les sujets et appels à projets en cours et à venir.

L ‘ANNUAIRE DES MAIRES ET DES PRESIDENTS D EPCI 2026-2032

Outil de référence au service des élus locaux, l’annuaire des maires et des présidents d’EPCI du Cantal constitue un support indispensable pour renforcer les échanges et faciliter la coopération entre les collectivités du département.

Mis à jour par l’AMF 15, il recense l’ensemble des coordonnées des exécutifs locaux et des structures intercommunales, offrant ainsi un accès rapide et fiable à l’information.

Au-delà de sa vocation pratique, cet annuaire favorise la mise en réseau des élus, encourage le partage d’expériences et contribue à la diffusion des informations institutionnelles auprès des communes et des intercommunalités.

Il participe pleinement à la mission de l’AMF 15 de proximité, d’accompagnement et de représentation des élus du territoire.

Véritable lien entre les acteurs locaux, cette publication témoigne de la volonté de l’AMF 15 de soutenir l’action publique locale et de renforcer la cohésion entre les collectivités cantaliennes au service des habitants.



LE SITE INTERNET

UN SITE DÉDIÉ AUX ÉLUS CANTALIENS



Afin de vous apporter une information la plus claire et synthétique possible, l'AMF 15 a souhaité refondre son site internet afin de vous proposer un nouveau site internet en 2024 : Afin de vous apporter une information la plus claire et synthétique possible, l'AMF 15 a souhaité refondre son site internet afin de vous proposer un nouveau site internet.
Pour parcourir le nouveau site de l'AMF 15 : https://www.amf15.fr/

Une plateforme à votre image

Via le nouveau site de l'AMF 15, chaque commune dispose d'un espace afin de mettre à jour sa fiche commune ainsi que les éléments concernant le conseil municipal.

==> cliquez sur ce lien pour mettre à jour vos données : https://plateforme.amf15.fr/connexion



Supports de formation
L'AMF 15 vous propose dans le cadre des " Rencontres de l'AMF 15", des réunions d'informations pourtant sur diverses thématiques. Afin de retrouver l'ensemble des supports diffusés lors de ces rencontres, une rubrique " Supports de formation" a été crée .
A noter :Les supports de formations depuis 2020 seront intégrés dans les semaines à venir.
POUR EN SAVOIR : https://www.amf15.fr/supports-de-formation_fr.html



Vos Questions / Nos réponses
Dans le cadre de ces missions et avec l'expertise des services de l'AMF national, vos questions juridiques sont traitées. Des réponses écrites et synthétiques vous sont apportées. Afin de capitaliser et faire connaitre ces réponses au plus grand nombre, nous avons crée une nouvelle rubrique.
POUR EN SAVOIR : https://www.amf15.fr/questions-reponses_fr.html

WhatsApp

Création d'un groupe whatsapp
Un groupe Whats App a été crée par l'AMF 15 à destination de l'ensemble des Maires du Cantal.
Il a vocation à transmettre de manière descendante des infos importantes à destination des Maires cantaliens.
Contactez Marlène en cas de besoin pour rejoindre ce groupe :
04 71 46 20 15/ 06 76 37 20 62

NOS PARTENAIRES

Les membres du Conseil d'Administration de l'Association des Maires et des Présidents d'EPCI tiennent à remercier l'ensemble des partenaires qui ont répondu favorablement pour co-construire ensemble une belle et riche programmation 2025-2026 :



QUATRIEME PARTIE

RAPPORT FINANCIER

PRESENTÉ PAR

MARINA BESSE

Trésorier de l'AMF 15

APPROUVÉ PAR :

GERARD PRADAL

Contrôleur de gestion de l'AMF 15

PHILIPPE ECHALIER

Contrôleur de gestion de l'AMF 15

COMPTE ADMINISTRATIF

2025

PRODUITS				BUDGET PREVISIONNEL 2025	COMPTE ADMINISTRATIF 2025
COTISATIONS DES ADHERENTS	CODE				
	7CNC	7561	Cotisations Nationales Communes	28 984,00 €	29 108,60 €
	7CDC	7562	Cotisations Départementales Communes	55 323,62 €	55 623,12 €
	7CNEPCI	7563	Cotisations Nationales EPCI	7 012,87 €	7 012,88 €
	7CDEPCI	7564	Cotisations Départementales EPCI	8 206,55 €	8 206,57 €
	7RISAMFC	7091	Ristourne AMF sur vrst cotisations communes (7,5 %)	1 574,00 €	1 515,38 €
COTISATIONS DES ADHERENTS	7RISAMFEPCI	7092	Ristourne AMF sur vrst cotisations EPCI (7,5 %)	368,00 €	367,88 €
SUBVENTIONS					
	7SUBMAIRIE2000	741	Subvention Mairie 2000	750,00 €	
			Subventions Université des Maires		
		7912	Subvention exeptionnelle AMF CONGRES	450,00 €	357,00 €
	7SUBBQTER	742	Banque des Territoires		
VERSEMENT			CPAM		
		743	Subvention exceptionnelle(CABA-INTERCONSULAIRE-ACADEMICS)		
PARTICIPATION DES PARTENAIRES					
	7PARTCONGRES	7551	Partenariats soirée congrès	10 200,00 €	9 200,00 €
	7INSERTANNUAIRE	7552	Insertion publicitaire Annuaire		
	7PARTCNAS	7553	Participation CNAS		
PARTICIPATION DES ELUS					
	7PARTCONGRESELUS	7081	Congrés des Maires nationales	1 000,00 €	761,94 €
	7PARTELUSFRAIS	7082	Frais de restauration (réunions, AG)		
	7FRAISFORMATIONELUS	7083	Frais de formation		
		706	Frais hébergement		
REMBOURSEMENT FRAIS DE DEPLACEMENT					
	7REMBAMFFRAIS	0	Participation AMF National	500,00 €	
VOYAGES D ETUDE					
		7062	Remboursement Voyages étude		
PRODUITS FINANCIERS					
	7INTDIV	76	Intérêt et dividendes	3 500,00 €	2 927,74 €
PARTICIPATION SALARIALE					
	7CHEQDEJSAL				
AUTRES PRODUITS					
AUTRES PRODUITS					
	7VEANNUAIRE	7073	vente annuaire		
	7VEBROCHURES	7074	vente brochures biens de section	500,00 €	
COVID-19					
	7VEMASQUES	7071	Masques		
	7VETHERMO	7072	Thermomètres		
RESULTAT EXERCICE					
		781	reprise de provision	7 117,96 €	
			TOTAL PRODUITS	125 487,00 €	115 081,11 €

COMPTE ADMINISTRATIF

2025

CHARGES				BUDGET PREVISIONNEL 2025	COMPTE ADMINISTRATIF 2025
VERSEMENT DES COTISATIONS NATIONALES					
			Cotisations Nationales communes (1)	20 988,00 €	20 288,00 €
			Cotisations Nationales EPCI	4 909,00 €	4 909,00 €
CHARGES DE PERSONNEL					
	TRAIT ET SALAIRES	6411	Traitement et salaires	30 388,00 €	30 743,90 €
	CHASOC	6451	Charges Sociales (PP + PS) + Agefos+ prélevement à la source	33 208,00 €	26 922,13 €
		647	Participation employeurs chèque déjeuners	2 300,00 €	2 106,00 €
	AUTRECH	6475	Autres charges de personnel (médecine du travail)	102,00 €	106,80 €
	FORMSAL	6482	Formation salariés		
			ADHESION CNAS	222,00 €	222,00 €
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
		6063	**fourniture petit équipement**	50,00 €	
	FOURNBUR	6064	Fournitures de bureau	1 000,00 €	56,51 €
	ACHINF	6071	Achat de matériel informatique	1 500,00 €	
	FRDEPL	6251	Frais de déplacement divers	1 000,00 €	92,80 €
	FRAIS ANDAM	6252	Participation réunions ANDAM	1 000,00 €	1 539,98 €
	MAINTCOM	61562	Maintenance logiciel compta	980,00 €	1 091,52 €
		626	Frais de téléphone	450,00 €	443,76 €
	LOGCOM	6063	logiciel compta		
COMMUNICATION					
	MAINTSITE	61561	Hébergement site internet	610,00 €	561,60 €
	ABOREV	618	Abonnement revues	140,00 €	143,70 €
	ACHDOC	6237	achat documentation /publication	100,00 €	
	IMPR	6231	Travaux impression	2 000,00 €	2 166,00 €
			Abonnement CANVA	110,00 €	110,00 €
			Impression annuaire des Maires		
	PHOTO	62321	Photographie officielle	250,00 €	
	GOODIES	62322	Goodies - objets publicitaires - insertion publicitaire	1 000,00 €	
ADHESION					
	VERSCOTIS	6283	Vrst cotisations (CDT - ANDAM)	60,00 €	60,00 €
			Vrst exeptionnelle soutien MAYOTTE	1 000,00 €	
CHARGES FINANCIERES					
	FRFIN	6227	Frais financiers et divers	150,00 €	135,03 €
	ASSRC	6161	Assurance RC Groupama	270,00 €	286,26 €
	HONCOM	6226	Honoraires Cabinet comptable (Déclarations sociales - Payes)	500,00 €	470,40 €
PRESTATIONS AUPRES DES ADHERENTS					
			CONGRES DES MAIRES		
	FRCONGRES	6253	Soirée partenariale (frais de bouche,transport, évenementiel)	10 000,00 €	8 898,75 €
	FRCONGAD	6254	Participation AMF 15 (frais déplacement, restauration)	3 000,00 €	3 443,27 €
			ASSEMBLEE GENERALE		
	FRAISAG	6255	(frais de bouche et réception)	3 000,00 €	3 412,90 €
		6132	Location immobilières + sécurité		
			CONSEIL ADMINISTRATION- REUNIONS		
	FRRECEPTION	62571	Frais de réception	1 000,00 €	727,27 €
			SOIREE THEMATIQUE		
	HONINT	6228	Honoraires intervenants	1 000,00 €	
	LOCIMMO	61321	Location immobilières	150,00 €	

COMPTE ADMINISTRATIF

2025

	FRAISRECSOIREE	62572	Frais de réception	1 000,00 €	
	FRAISCOM	6256	Frais de communication	500,00 €	
		6041	**FORMATIONS**		
	HONINTFORM	62261	Honoraires intervenants	100,00 €	
	FRAIS FORM REC	62574	Frais de réception	100,00 €	98,30 €
	FRAIS COM FORM	62371	Frais de communication		
	VOYAGES ETUDE	6113		1 000,00 €	
AUTRES CHARGES					
	DIV	6581	Divers et imprévus	50,00 €	375,00 €
		6234	Cadeaux	300,00 €	586,26 €
COVID 19					
	ACHMASQUES		Masques		
			Thermomètres		
TOTAL CHARGES					
			TOTAL CHARGES	**125 487,00 €**	**109 997,14 €**
			SOLDE		5 083,97 €



Recettes d'exploitation 115 081,11 €

Charges d'exploitation 109 997,14

Solde Créditeur 5 083,97 €

BUDGET PREVISIONNEL 2026- Présentation Au Conseil Administration du 02/03/2026

PRODUITS				BUDGET PREVISIONNEL 2026
COTISATIONS DES ADHERENTS	CODE			
	7CNC	7561	Cotisations Nationales Communes	28 906,00 €
	7CDC	7562	Cotisations Départementales Communes	55 159,77 €
	7CNEPCI	7563	Cotisations Nationales EPCI	6 992,71 €
	7CDEPCI	7564	Cotisations Départementales EPCI	8 182,96 €
	7RISAMFC	7091	Ristourne AMF sur vrst cotisations communes (7,5 %)	1 517,00 €
COTISATIONS DES ADHERENTS	7RISAMFEPCI	7092	Ristourne AMF sur vrst cotisations EPCI (7,5 %)	367,05 €
SUBVENTIONS				
	7SUBMAIRIE2000	741	Subvention Mairie 2000	750,00 €
			Subventions Université des Maires	5 600,00 €
		7912	Subvention exeptionnelle AMF CONGRES	400,00 €
	7SUBBQTER	742	Banque des Territoires	
VERSEMENT			CPAM	
		743	Subvention exceptionnelle(CABA-INTERCONSULAIRE-ACADEMICS)	
PARTICIPATION DES PARTENAIRES				
	7PARTCONGRES	7551	Partenariats soirée congrès	9 200,00 €
	7INSERTANNUAIRE	7552	Insertion publicitaire Annuaire	34 400,00 €
	7PARTCNAS	7553	Participation CNAS	
PARTICIPATION DES ELUS				
	7PARTCONGRESELUS	7081	Congrés des Maires nationales	1 000,00 €
	7PARTELUSFRAIS	7082	Frais de restauration (réunions, AG)	
	7FRAISFORMATIONELUS	7083	Frais de formation	
		706	Frais hébergement	
REMBOURSEMENT FRAIS DE DEPLACEMENT				
	7REMBAMFFRAIS	0	Participation AMF National	500,00 €
VOYAGES D ETUDE				
		7062	Remboursement Voyages étude	
PRODUITS FINANCIERS				
	7INTDIV	76	Intérêt et dividendes	2 000,00 €
PARTICIPATION SALARIALE				
	7CHEQDEJSAL			
AUTRES PRODUITS				
	7VEANNUAIRE	7073	vente annuaire	1 200,00 €
	7VEBROCHURES	7074	vente brochures biens de section	
COVID-19				
	7VEMASQUES	7071	Masques	
	7VETHERMO	7072	Thermomètres	
RESULTAT EXERCICE				
		781	reprise de provision	
			TOTAL PRODUITS	156 175,48 €

BUDGET PREVISIONNEL 2026

CHARGES				BUDGET PREVISIONNEL 2026
VERSEMENT DES COTISATIONS NATIONALES				
			Cotisations Nationales communes (1)	20 234,00 €
			Cotisations Nationales EPCI	4 894,00 €
CHARGES DE PERSONNEL				
	TRAIT ET SALAIRES	6411	Traitement et salaires	31 496,00 €
	CHASOC	6451	Charges Sociales (PP + PS) + Agefos+ prélevement à la source	30 962,00 €
		647	Participation employeurs chèque déjeuners	2 014,00 €
	AUTRECH	6475	Autres charges de personnel (médecine du travail)	106,00 €
	FORMSAL	6482	Formation salariés	
			ADHESION CNAS	222,00 €
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
		6063	**fourniture petit équipement**	
	FOURNBUR	6064	Fournitures de bureau	2 000,00 €
	ACHINF	6071	Achat de matériel informatique	3 000,00 €
	FRDEPL	6251	Frais de déplacement divers	2 000,00 €
	FRAIS ANDAM	6252	Participation réunions ANDAM	2 000,00 €
	MAINTCOM	61562	Maintenance logiciel compta	1 500,00 €
		626	Frais de téléphone	500,00 €
	LOGCOM	6063	logiciel compta	
COMMUNICATION				
	MAINTSITE	61561	Hébergement site internet	700,00 €
	ABOREV	618	Abonnement revues	150,00 €
	ACHDOC	6237	achat documentation /publication	3 400,00 €
	IMPR	6231	Travaux impression	3 000,00 €
			Abonnement CANVA	110,00 €
			Impression annuaire des Maires	7 000,00 €
	PHOTO	62321	Photographie officielle	250,00 €
	GOODIES	62322	Goodies - objets publicitaires - insertion publicitaire	5 000,00 €
ADHESION				
	VERSCOTIS	6283	Vrst cotisations (CDT - ANDAM)	60,00 €
			Vrst exeptionnelle soutien MAYOTTE	1 000,00 €
CHARGES FINANCIERES				
	FRFIN	6227	Frais financiers et divers	150,00 €
	ASSRC	6161	Assurance RC Groupama	500,00 €
	HONCOM	6226	Honoraires Cabinet comptable (Déclarations sociales - Payes)	500,00 €

BUDGET PREVISIONNEL 2026

PRESTATIONS AUPRES DES ADHERENTS				
			CONGRES DES MAIRES	
	FRCONGRES	6253	Soirée partenariale (frais de bouche,transport, évenementiel)	10 000,00
	FRCONGAD	6254	Participation AMF 15 (frais déplacement, restauration)	3 500,00
			ASSEMBLEE GENERALE	
	FRAISAG	6255	(frais de bouche et réception)	7 000,00
		6132	Location immobilières + sécurité	
			CONSEIL ADMINISTRATION- REUNIONS	
	FRRECEPTION	62571	Frais de réception	1 000,00
			SOIREE THEMATIQUE	
	HONINT	6228	Honoraires intervenants	500,00
	LOCIMMO	61321	Location immobilières	150,00
	FRAISRECSOIREE	62572	Frais de réception	1 000,00
	FRAISCOM	6256	Frais de communication	500,00
		6041	**FORMATIONS**	
	HONINTFORM	62261	Honoraires intervenants	2 000,00
	FRAIS FORM REC	62574	Frais de réception	500,00
	FRAIS COM FORM	62371	Frais de communication	
	VOYAGES ETUDE	6113		
AUTRES CHARGES				
	DIV	6581	Divers et imprévus	6 777,48
		6234	Cadeaux	500,00
COVID 19				
	ACHMASQUES		Masques	
			Thermomètres	
TOTAL CHARGES				
			TOTAL CHARGES	**156 175,48**



L'ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRESIDENTS D'EPCI DU CANTAL TIENT A REMERCIER :

L'ENSEMBLE DES ADHÉRENTS

POUR LEUR AIDE ET LEUR CONFIANCE